



**PREFECTURE
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°78-2021-153

PUBLIÉ LE 23 JUILLET 2021

Sommaire

DDT / Service de l'éducation et de la sécurité routière

- 78-2021-07-23-00001 - ARRÊTÉ portant extension de l'agrément référencé E 19 078 0005 0 autorisant Madame Carine CHARRIER à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé AUTO-ECOLE DU LYCEE situé 10 Rue Emile Zola à FONTENAY-LE-FLEURY (78 330)?? (2 pages) Page 3
- 78-2021-07-23-00002 - Arrêté portant fermeture et modification de la circulation sur l'autoroute A12b, dans le sens de circulation Paris-Provence, direction Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines, entre le PR 5.250 et le PR 6.600, dans le cadre des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury. (4 pages) Page 6

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports /

- 78-2021-07-22-00003 - Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la société VERSEO pour les installations exploitées à Versailles (78000), 1 avenue du Maréchal Juin (56 pages) Page 11

Préfecture des Yvelines / DRCT

- 78-2021-07-21-00012 - Arrêté de refonte des bureaux de vote d'Issou (1 page) Page 68
- 78-2021-07-15-00006 - Arrêté de refonte des bureaux de vote de Beynes (1 page) Page 70
- 78-2021-07-15-00007 - Arrêté de refonte des bureaux de vote de Chambourcy (2 pages) Page 72
- 78-2021-07-21-00013 - Arrêté de refonte des bureaux de vote de Porcheville (1 page) Page 75
- 78-2021-06-29-00016 - Arrêté inter-préfectoral n° 21-322 du 29 juin 2021 portant modification des statuts du syndicat intercommunal d'électricité et des réseaux de câbles du Vexin (SIERC) (10 pages) Page 77
- 78-2021-07-22-00004 - Arrêté inter-préfectoral portant adhésion de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc à HYDREAULYS au titre des compétences GEMAPI et assainissement??et modification des statuts dudit syndicat (21 pages) Page 88
- 78-2021-07-09-00011 - Arrêté portant sur le transfert définitif des bureaux de vote n° 7 et 8 du Pecq (1 page) Page 110
- 78-2021-07-21-00014 - Arrêté portant sur le transfert définitif du bureau de vote n° 2 de Poissy (1 page) Page 112

Préfecture de Police de Paris / Cabinet

- 78-2021-07-22-00005 - Arrêté n°2021-00723 accordant délégation de la signature préfectorale au sein de la direction des ressources humaines (7 pages) Page 114

DDT

78-2021-07-23-00001

ARRÊTÉ portant extension de l'agrément référencé E 19 078 0005 0 autorisant Madame Carine CHARRIER à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé AUTO-ECOLE DU LYCEE situé 10 Rue Emile Zola à FONTENAY-LE-FLEURY (78 330)

ARRÊTÉ

portant extension de l'agrément référencé E 19 078 0005 0 autorisant Madame Carine CHARRIER à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé AUTO-ECOLE DU LYCEE situé 10 Rue Emile Zola à FONTENAY-LE-FLEURY (78 330)

Le Préfet des Yvelines

Officier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Route, notamment ses articles L. 211-2, L. 211-4, L. 211-6, L. 212-1, L. 212-4, L. 213-1, L. 213-6, R. 211-3, R. 211-5-1, R. 212-1, R. 212-4, R. 213-1, R. 213-2, R. 213-2-1, R. 233-1 et R. 411-10,

Vu l'arrêté du ministre chargé des transports n° 01-000-26A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière,

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 8 novembre 2012 fixant les conditions d'obtention du brevet de sécurité routière correspondant à la catégorie AM du permis de conduire,

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 13 avril 2016 relatif au certificat de qualification professionnelle « responsable d'unité(s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite »,

Vu le décret ministériel n° 2015-1537 du 25 novembre 2015 portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière,

Vu la décision n° 78-2018-10-10-002 du 10 octobre 2018 portant délégation de signature à Isabelle DERVILLE, directrice départementale des territoires des Yvelines,

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2021-02-08-002 du 8 février 2021 portant modification de l'organisation des services de la direction départementale des territoires des Yvelines,

Vu l'arrêté n° 78-2021-03-12-004 du 12 mars 2021 portant subdélégation de la signature de Madame Isabelle DERVILLE, directrice départementale des territoires des Yvelines,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT 78/SESER/ER/2019/0022 du 10 mai 2019 délivré à Madame Carine CHARRIER, pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé AUTO-ECOLE DU LYCEE situé 10 Rue Emile Zola à FONTENAY-LE-FLEURY (78 330),

Vu la demande présentée le 7 mai 2021 par Madame Carine CHARRIER, en vue d'être autorisée à enseigner l'apprentissage de la catégorie **AM Quadricycle léger à moteur**,

Vu que la demande remplit toutes les conditions réglementaires,

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé **AUTO-ECOLE DU LYCEE** situé 10 Rue Emile Zola à FONTENAY-LE-FLEURY (78 330) est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies et des garanties minimales concernant les moyens, à dispenser, sous le numéro préfectoral référencé **E 19 078 0005 0**, les formations suivantes : **AM Quadricycle léger à moteur - B - AAC**.

Article 2 - Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° **DDT 78/SESJ/ER/2019/0022** sont applicables pour une durée de 5 ans à compter du 10 mai 2019.

Article 3 - Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage dans le local d'activité, de manière à être visible de l'extérieur, à tout un chacun.

Article 4 - Le présent arrêté sera enregistré dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la direction départementale des territoires des Yvelines, bureau de l'éducation routière.

Article 5 - La directrice départementale des territoires est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Madame Carine CHARRIER, représentant l'établissement AUTO-ECOLE DU LYCEE. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (direction départementale des territoires / bureau de l'éducation routière) ou d'un recours hiérarchique (Ministère de l'intérieur). Le recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Versailles, le 23 JUIL. 2021

Le Préfet des Yvelines et par délégation
La directrice départementale des territoires

Le D.P.C.S.R.
Chef du Bureau Éducation Routière

Richard HUA

DDT

78-2021-07-23-00002

Arrêté portant fermeture et modification de la circulation sur l'autoroute A12b, dans le sens de circulation Paris-Provence, direction Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines, entre le PR 5.250 et le PR 6.600, dans le cadre des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury.

Arrêté

portant fermeture et modification de la circulation sur l'autoroute A12b, dans le sens de circulation Paris-Provence, direction Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines, entre le PR 5.250 et le PR 6.600, dans le cadre des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury.

Le préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n°82 231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la Voirie Routière ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.131-4 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R.241-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 (modifié) relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;

Vu le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du Réseau Routier National ;

Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 (modifié) relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et ses neuf annexes portant instruction interministérielle relative à la signalisation routière ;

Vu le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT en qualité de Préfet des Yvelines (hors classe) ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 27 septembre 2018, portant nomination de Madame Isabelle DERVILLE, Ingénieure générale des ponts, des eaux et forêts dans l'emploi de Directrice Départementale des Territoires des Yvelines, à compter du 8 octobre 2018,

Vu l'arrêté n° 78-2018-10-10-002 du 10 octobre 2018 de M. Jean-Jacques BROT, Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Mme Isabelle DERVILLE, Directrice Départementale des Territoires des Yvelines ;

Vu l'arrêté n° 78-2021-03-12-004 du 12 mars 2021 de Mme DERVILLE, Directrice Départementale des Territoires des Yvelines, portant subdélégation de signature au sein de la Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Vu la note du 8 décembre 2020 de la Ministre de la transition écologique et solidaire en charge des transports, fixant le calendrier des jours « Hors Chantier » de l'année 2021 et du mois de janvier 2022 ;

Vu l'arrêté n° 78-2021-06-24-00004 du 24 juin 2021 portant modification de la circulation sur l'autoroute A12 dans les deux sens de circulation dans le cadre de travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury

Vu l'avis de Monsieur le Commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Ouest d'Île-de-France en date du 15 juin 2021 ;

Vu l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental des Yvelines en date du 7 juillet 2021 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France en date du 22 juillet 2021 ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire de Trappes en date du 16 juin 2021 ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire de Montigny-le-Bretonneux en date du 15 juin 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers de l'Autoroute A12, ainsi que du personnel chargé des travaux, pendant les travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury,

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires des Yvelines ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

A l'occasion des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury, des voies de l'autoroute A12b sens Paris-Provence vers Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines pourront être fermées à la circulation selon les modalités définies ci-dessous :

- fermeture de l'autoroute A12b dans le sens Paris/Province direction Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines entre le PR 5.250 et le PR 6.600 de 22h00 à 5h30 durant les nuits :

- du 26 juillet 2021 au 30 juillet 2021 ;
- du 03 août 2021 au 06 août 2021 ;
- du 09 août 2021 au 13 août 2021 ;
- du 16 août 2021 au 20 août 2021 ;
- du 24 août 2021 au 27 août 2021 ;
- du 31 août 2021 au 03 septembre 2021 ;
- du 06 septembre 2021 au 10 septembre 2021 ;
- du 13 septembre 2021 au 17 septembre 2021 ;
- du 20 septembre 2021 au 24 septembre 2021 ;
- du 27 septembre 2021 au 01 octobre 2021 ;

- Sur les voies laissées libres, la limitation de la vitesse sera réduite à 70km/h.

ARTICLE 2 :

Lors des fermetures de l'autoroute A12b, des déviations sont mises en place dans les conditions suivantes :

1. Les usagers de l'A12 dans le sens Paris-Provence et voulant se rendre à Évry/Lyon empruntent la déviation suivante :

2/4

Arrêté portant fermeture et modification de la circulation sur l'autoroute A12b, dans le sens de circulation Paris-Provence, direction Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines, entre le PR 5.250 et le PR 6.600, dans le cadre des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury.

- suivent l'A12 sens Paris-Provence direction Trappes/Rambouillet qui rejoint la RN10
- prennent la sortie direction Dreux par la RD912 pour faire demi-tour pour reprendre la RN10 dans l'autre sens
- suivent la direction Créteil par l'A12
- prennent la sortie direction Créteil par la RN12 et retrouvent leur itinéraire direction Évry/Lyon

2. Les usagers de l'A12 dans le sens Paris-Provence et voulant se rendre à Guyancourt/Montigny-le-Bretonneux empruntent la déviation suivante :

- suivent l'A12 sens Paris-Provence direction Trappes/Rambouillet qui rejoint la RN10
- prennent la sortie de la RN10 direction Guyancourt/Montigny-le-Bretonneux et suivent la direction souhaitée

3. Les usagers de l'A12 dans le sens Paris-Provence et voulant se rendre à Bois d'Arcy/Saint-Cyr-l'École/Versailles empruntent la déviation suivante :

- suivent l'A12 sens Paris-Provence direction Trappes/Rambouillet qui rejoint la RN10
- prennent la sortie direction Dreux par la RD912 pour faire demi-tour pour reprendre la RN10 dans l'autre sens
- prennent la sortie direction Bois d'Arcy/Saint-Cyr-l'École/Versailles par la RD10 et suivent la direction souhaitée

4. Les usagers de l'A12 dans le sens Paris-Provence et voulant se rendre à Dreux/Élancourt empruntent la déviation suivante :

- suivent l'A12 sens Paris-Provence direction Trappes/Rambouillet qui rejoint la RN10
- suivent la RN 10 direction Rambouillet ;
- prennent la sortie direction Dreux par la RD912 pour faire demi-tour pour reprendre la RN10 dans l'autre sens direction Paris
- prennent l'A86 direction Versailles ;
- prennent la sortie vers Guyancourt / Voisins le Bretonneux ;
- empruntent l'avenue des Garennes ;
- prennent la RD 127 ;
- prennent la RD 129 ;
- prennent la RN 12 en direction d'Élancourt / Dreux

ARTICLE 3 :

La mise en place, l'entretien, la maintenance et le repli de la signalisation routière nécessaire à la neutralisation des voies définis ci-dessus sont effectués par le Département de l'Ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels de la DIRIF, ou toute autre entreprise désignée par celle-ci.

La signalisation mise en œuvre doit être conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – éditions du SETRA).

La signalisation doit être adaptée aux caractéristiques du chantier et de la route. De plus, elle doit être retirée ou occultée dès que le danger lié au chantier a disparu.

ARTICLE 4 :

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, Madame la directrice départementale des territoires des Yvelines, Monsieur le directeur des Routes d'Île-de-France, Monsieur le Commandant de la CRSA-OIDF, Monsieur le maire de Trappes, le maire de Montigny-le-Bretonneux ainsi que les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché sur les lieux et dont un extrait sera publié aux recueils des actes administratifs de l'État.

Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Commandant de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours des Yvelines, Monsieur le Directeur du SAMU.

Versailles, le : **23 JUL. 2021**

Pour le préfet des Yvelines,
et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des
territoires des Yvelines,
et par subdélégation,

Bruno SANTOS



**chef du bureau de la sécurité routière,
adjoint à la chette de service**

4/4

Arrêté portant fermeture et modification de la circulation sur l'autoroute A12b, dans le sens de circulation Paris-Provence, direction Evry/Lyon/Dreux/Saint-Quentin-en-Yvelines, entre le PR 5.250 et le PR 6.600, dans le cadre des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury.

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2021-07-22-00003

Arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires à la société VERSEO pour les
installations exploitées à Versailles (78000), 1
avenue du Maréchal Juin



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
de prescriptions complémentaires**

Société VERSEO à Versailles

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'honneur**

VU la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite directive IED ;

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-153/DDD du 21 avril 2009 autorisant la société VERSEO, à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie sur Versailles, avenue du maréchal Juin, 78 000 Versailles, et annulant et remplaçant les arrêtés préfectoraux antérieurs ;

VU le rapport de réexamen daté du 25 septembre 2018 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juin 2021

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au projet de prescriptions complémentaires, lors de sa séance du 25 juin 2021 ;

VU le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 29 juin 2021 ;

VU le courrier du 13 juillet 2021 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires dont il a accusé réception le 1^{er} juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que la société VERSEO a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 susvisée établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion (BREF LCP) ;

CONSIDÉRANT que les installations de la société VERSEO entrent dans le champ d'application de la directive européenne IED précitée ;

CONSIDÉRANT que depuis le 20 décembre 2018 les installations de la société VERSEO sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, qui abroge et remplace l'arrêté ministériel du 26 août 2013, sans modifier notablement les dispositions ; que le dossier de réexamen ayant été déposé avant cette modification, il peut faire référence à l'arrêté ministériel du 26 août 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la parution du décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, les installations de combustion de la société VERSEO ne sont plus soumises à la rubrique n° 2910 depuis le 20 décembre 2018, mais sont répertoriées sous la rubrique n° 3110 ;

CONSIDÉRANT que la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017 susvisée fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés à ces meilleures techniques disponibles ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ne s'appliquent qu'aux installations de puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW ; que cette puissance est calculée en ayant retiré les installations de moins de 15 MW ;

CONSIDÉRANT que dans son dossier de réexamen, la société VERSEO s'est positionnée sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et ses niveaux d'émission ;

CONSIDÉRANT que la société VERSEO a transmis un rapport de base conformément aux dispositions de l'article R. 515-81 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen contient une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleurs techniques disponibles et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ;

CONSIDÉRANT que la société VERSEO n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associés aux meilleurs techniques disponibles ; que le rapport de base est fourni ; que le dossier permettant l'actualisation des conditions d'autorisation de l'installation est complet ;

CONSIDÉRANT que les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation ; que l'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place ; que les éléments fournis sont proportionnés aux enjeux ; qu'ils permettent de répondre aux dispositions du BREF et aux articles R. 515-72 et R. 515-59 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen ;

CONSIDÉRANT que les installations de la société VERSEO répondent globalement de manière satisfaisante aux dispositions de la décision d'exécution du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède, d'actualiser le classement des installations exploitées et de compléter et modifier les prescriptions techniques afin d'intégrer non seulement les ajustements relatifs au réexamen des conditions d'autorisation, mais aussi les dispositions qui demeurent applicables au site prescrites par les arrêtés préfectoraux antérieurs, de sorte à disposer d'un seul arrêté concernant le site exploité par la société VERSEO ;

CONSIDÉRANT que le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques a émis un avis favorable au cours de sa séance du 25 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué, par courrier du 13 juillet 2021, ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 1^{er} juillet 2021 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société VERSEO dont le siège social est situé à Versailles, au 1 avenue du Maréchal Juin, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs n°99-190/DUEL du 18 juin 1999, n°06-053/DDD du 28 novembre 2006 et n°09-153/DDD du 21 avril 2009. modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Versailles au 1 avenue du Maréchal Juin des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés n°99-190/DUEL du 18 juin 1999, n°06-053/DDD du 28 novembre 2006 et n°09-153/DDD du 21 avril 2009 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté, à l'exception de l'article autorisant l'exploitation.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À ENREGISTREMENT OU DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Une installation de combustion composées de 4 unités : Chaudière n°1 fonctionnant au gaz naturel seul de 32,6 MW ; Chaudière n°2 fonctionnant au gaz naturel seul de 32,6 MW ; Chaudière n°3 mixte fonctionnant au gaz naturel seul ou au fioul domestique seul de 32,6 MW ; Cogénération : une turbine à gaz de 35,1 MW Puissance thermique totale maximale de 132,9 MW	132,9 MW

4734-2-a	A	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t	Une cuve aérienne de fioul domestique de capacité unitaire 1220 m ³ dans une rétention étanche maçonnée. Une cuve de 30 m ³ pour le groupe de secours. Quantité présente dans l'installation: 1 250 m ³	1 250 m ³
----------	---	--	--	----------------------

Combustible : gaz naturel et fioul domestique

A (Autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux dits suivants :

Commune	Parcelle
Versailles	84

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES ET DURÉES DE FONCTIONNEMENT

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

équipements	Puissance thermique des installations	Durée maximale de fonctionnement	Combustible
Chaudière 1	32,6 MW	8760 h/an	Gaz naturel
Chaudière 2	32,6 MW	500 h/an	Gaz naturel
Chaudière 3	32,6 MW	8760 h/an	Gaz naturel
		500 h/an	Fioul domestique
Turbine	35,1 MW	8760 h/an	Gaz naturel
Puissance totale	132,9 MW		

Le fioul n'est utilisé dans la chaudière 3 qu'en cas de rupture de l'approvisionnement en gaz naturel ou en cas de défaillance de l'alimentation au gaz naturel ou pour le fonctionnement du groupe électrogène en secours de l'alimentation électrique.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières .

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (ref CB624-7133305-4 V0 du 31 juillet 2018).

CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION

ARTICLE 1.6.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
03/08/18	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110
28/04/14	Arrêté relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
31/10/12	Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période
29/02/12	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
27/10/11	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11/03/10	Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

ARTICLE 1.6.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3. MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

L'exploitant met en place un système de management environnemental au plus tard le 17 août 2021 comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des enregistrements et de la documentation (suivi des enregistrements et des documents SME).

ARTICLE 2.1.4. GESTION DES PÉRIODES OTNOC

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (dites OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018.

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.

Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient au moins :

- une conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible

charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz);

- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes;
- une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE - PROPRETÉ

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 DÉCLARATION D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, et les dossiers de modifications ou études de dangers validées,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation ou à enregistrement, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

ARTICLE 2.7.1. MANAGEMENT DE L'ÉNERGIE

L'exploitant met en place un système de management environnemental de l'énergie au plus tard le 17 août 2021. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant, au moins, à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

ARTICLE 2.7.2. MESURE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à charge nominale des unités exploitées, si l'exploitant ne dispose pas de telles données.

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin de garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Notamment, les conducteurs de véhicules coupent leur moteur durant les opérations de dépotage.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission imposées par le présent arrêté, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne de cet équipement.

Cette procédure est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

La durée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un tel équipement ne peut excéder une durée cumulée de 120 h sur 12 mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au Préfet une demande de dépassement des durées de vingt-quatre heures et cent vingt heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;
- l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. PÉRIODES D'ARRÊT ET DE DÉMARRAGE DES CHAUDIÈRES

Les périodes de démarrage et d'arrêt de chacune des chaudières selon les dispositions de la décision d'exécution de la Commission n°2012/249/CE sont définies dans le plan mentionné à l'article 2.1.4 . Pour chaque générateur, ce plan mentionne au moins la charge minimale pour une production stable du réseau, en pourcentage de la puissance nominale, exprimée également en kilowatt (kW), ainsi que pour le début de la période d'arrêt.

ARTICLE 3.1.3. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne sont tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

ARTICLE 3.1.4. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.5. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.6. ÉMISSIONS DIFFUSES

La couleur des réservoirs de stockage de combustible liquide permet une réflectivité du rayonnement thermique ou lumineux d'au moins 70 %. Un bouclier solaire est mis en place sur les réservoirs aériens contenant des substances volatiles.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits

12/55

ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Unités raccordées	Puissance	Combustible
1	Chaudière 1	32,6 MW	Gaz naturel
2	Chaudière 2	32,6 MW	Gaz naturel
3	Chaudière 3	32,6 MW	Gaz naturel/ fioul domestique
4	Turbine de cogénération	35,1 MW	Gaz naturel

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les conduits sont régulièrement entretenus. L'entretien porte sur les foyers, les chambres de combustion, l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et les appareils de filtration et d'épuration.

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les points de rejets de l'installation respectent les conditions suivantes :

	Hauteur en m	Diamètre (m)	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s en fonctionnement nominal
Conduit N° 1	17	1,5	40 000	8
Conduit N° 2	17	1,5	40 000	8
Conduit N° 3	17	1,5	40 000	8
Conduit N° 4	17	2	150 000	25

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 3.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS POUR LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

ARTICLE 3.3.1. CONCENTRATIONS

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Pour le fonctionnement au gaz naturel

Paramètres	Conduit 1 Chaudière			Conduit 2 Chaudière fonctionnement < 500h/an			Conduit 3 Chaudière			Conduit 4 TAG		
	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Concentration en O ₂	3%			3%			3%			15%		
Poussières	/	5	/	/	5	/	/	5	/	/	10	/
SO ₂	/	35	/	/	35	/	/	35	/	/	10	/
NO _x en équivalent NO ₂	110	100	100	110	100	100	110	100	100	55	50	50
CO	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
HAP	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/	/	0,1	/
COV _{NM} en éq C	/	50	/	/	50	/	/	50	/	/	50	/

Pour le fonctionnement au FOD

Paramètres	Conduit 3 Chaudière FOD < 500 h/an		
	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Poussières	25	25	20
SO ₂	170	170	170
NO _x en équivalent NO ₂	150	150	150
CO	100	100	100
HAP		0,1	
COV _{NM} en éq C	/	50	/
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) et leurs composés		5	
Cd + Hg + Tl et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme	
As + Se + Te et leurs composés		1	
Pb et ses composés		1	

14/55

Ces valeurs limites s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations telles que définies à l'Article 2.1.4. du présent arrêté. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

ARTICLE 3.3.2. Dispositions de fonctionnement du groupe électrogène destiné aux situations d'urgence

Le groupe électrogène fonctionne moins de 500 heures par an. Un relevé des heures d'exploitation utilisées est établi par l'exploitant.

ARTICLE 3.3.3. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES EN CAS D'ÉPISODE DE POLLUTION DE L'AIR

Les installations satisfont aux dispositions de l'arrêté inter-préfectoral du 19 décembre 2016 relatif à la procédure d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution en région Île-de-France, ou de tout règlement ultérieur qui s'y substituerait.

A ce titre, une réduction du fonctionnement des installations pouvant aller jusqu'à l'arrêt des émissions polluantes peut être prescrite en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils d'alerte relatifs au dioxyde d'azote ou à l'ozone, dans les conditions prévues par l'arrêté interpréfectoral d'alerte.

ARTICLE 3.3.4. APPAREILS DE MESURE EN CONTINU

Article 3.3.4.1. Contrôle qualité des appareils de mesure en continu

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.

Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Article 3.3.4.2. Incertitudes sur les mesures

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure (intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique) ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 % ;
- CO : 10 % ;
- Poussières : 30 %

Article 3.3.4.3. Expression des résultats des mesures

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou de mesure des polluants atmosphériques et de mise à l'arrêt des installations. Les valeurs moyennes horaires (validées) sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction des valeurs des incertitudes citées ci-dessus. Si le résultat obtenu est négatif, la concentration est fixée à 0 mg/Nm³.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours qui est écarté pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

ARTICLE 4.1.2. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée sur le site provient du réseau d'eau public de la commune de Versailles.

Les prélèvements en eau sont liés au fonctionnement des installations du site ainsi qu'à l'appoint en eau du réseau de chaleur, en cas de fuite.

L'ouvrage de prélèvement est équipé d'un dispositif de mesure totaliseur. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Les prélèvements d'eau dans le réseau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public	Versailles	15000

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux domestiques,
- les eaux pluviales non polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les effluents industriels : les eaux de lavage des installations, les eaux de régénération des deux adoucisseurs, les purges des chaudières.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adaptée aux enjeux.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	1	2	3
Nature des effluents	Effluents industriels	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées, collectées au niveau du bassin de rétention	Eaux domestiques et eaux pluviales de toitures
Traitement avant rejet	Séparateur hydrocarbures	Séparateur hydrocarbures	Aucun
Exutoire du rejet	Réseau assainissement communal	Réseau assainissement communal	Réseau assainissement communal
Milieu récepteur	STEP de Bailly puis, dans le rû de Gally	STEP de Bailly puis, dans le rû de Gally	STEP de Bailly puis, dans le rû de Gally

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de déversement délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, ont libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents également respectent les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX INDUSTRIELLES ET EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal, les valeurs limites (moyenne journalière) ci-dessous définies :

Paramètres	Rejet n°1 (eaux industrielles) (mg/l)	Flux rejet n°1 Sur 24h (en kg/j)	Rejet n°2 (eaux pluviales susceptibles d'être polluées) (mg/l)
Indice hydrocarbures	5	0,1	5
Matières en suspension	30	0,6	30
DCO	120	2,4	50
Arsenic et ses composés	0,03	0,0006	
Cadmium et ses	0,05	0,001	/

20/55

composés			
Plomb et ses composés	0,025	0,0005	/
Mercure et ses composés	0,02	0,0004	/
Nickel et ses composés	0,05	0,001	/
Azote global	10	0,6	/
Phosphore	5	0,2	/
Cuivre et ses composés	0,05	0,001	/
Chrome et ses composés	0,05	0,001	/
Zinc et ses composés	0,8	0,016	/
Sulfate	20	0,5	/
sulfites	20	0,5	/
sulfures	30	0,6	/
Ions Fluorures (en F ⁻)	30	0,6	/
AOX	0,5	0,01	/

ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques évacuées au niveau du point de rejet n°3 sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

3° d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° de contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° d'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets sont classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles sont remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du code de l'environnement.

22/55

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la quantité trimestrielle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (<5t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques). En tout état de cause, ce délai ne dépasse pas 1 an.

ARTICLE 5.1.4. PLAN DES ZONES D'ENTREPOSAGE ET DE STOCKAGE PROVISOIRE DES DÉCHETS

L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement.

Le plan visé à l'alinéa précédent est régulièrement mis à jour. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.5. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.6. Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

ARTICLE 5.1.7. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

23/55

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels sont éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

ARTICLE 5.1.9. AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

CHAPITRE 5.2 PLAN DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des déchets produit sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.

TITRE 6 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site

La présence de matières dangereuses ou inflammables dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation.

ARTICLE 6.1.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux sont également munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

ARTICLE 7.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 7.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	47 dB(A)	45 dB(A)

ARTICLE 7.2.3. MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins une fois tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

ARTICLE 7.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 PLAN DE GESTION DES NUISANCES SONORES

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour appliquer et maintenir ces principes directeurs ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 8.2 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 8.2.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 8.2.2. LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article Article 6.1.1. sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.2.3. PROPreté DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 8.2.4. CONTRÔLE DES ACCÈS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage ou tout dispositif équivalent est assuré en permanence. L'exploitation sans présence humaine permanente est autorisée. Le personnel est formé à ce mode d'exploitation, notamment en ce qui concerne la gestion des alertes en cas de dérive ou d'anomalie de fonctionnement.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (clôture ou mur de 2 m). Les installations sont aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 8.2.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée (par exemple les panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes)

En particulier, les dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 8.3.1. Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les locaux abritant l'installation présentent des caractéristiques de réactions et de résistance qui sont au moins les suivantes :

- des matériaux de classe MO (incombustible),
- une stabilité au feu de degré 1 heure pour l'ensemble de la structure du bâtiment,
- une isolation coupe-feu 1 heure pour les planchers séparatifs,
- une couverture incombustible.

Les locaux administratifs et les locaux sociaux sont isolés par des parois coupe-feu de degré une heure. Les blocs portes de communications, munis de ferme-porte, et les éléments verriers éventuels sont pare-flammes de degré une demi-heure.

Les stockages de combustibles sont isolés des chaudières, au minimum par un mur coupe-feu de degré 2 heures ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres.

ARTICLE 8.3.2. ACCESSIBILITÉ ET INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et dispose en permanence au moins d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie sur au moins une face, par une voie-échelle .

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. La porte principale ouvrant sur la voie publique a son accès toujours dégagé.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Désenfumage

Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le désenfumage des locaux de la chaufferie abritant les chaudières, la turbine et le groupe électrogène est réalisé de façon naturelle en aménageant en partie haute des ouvertures judicieusement réparties pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Les ouvertures ont une surface géométrique au 1/100^e de la surface du sol. Les fenêtres et châssis vitrés peuvent intervenir pour le calcul de cette surface sous réserve qu'ils soient situés dans le tiers supérieur des parois ou qu'ils soient dotés d'un dispositif d'ouverture rapide, facilement manœuvrable depuis le plancher local.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès, bien signalés et toujours maintenues en bon état de fonctionnement.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 8.4.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils sont réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter sont sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

ARTICLE 8.4.2. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 8.4.3. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

ARTICLE 8.4.4. Systèmes de détection automatique

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'Article 8.2.1. en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection et d'alarme adapté aux risques et destiné à informer rapidement le personnel de tout incident. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité, indépendant du dispositif de conduite, et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes « coup de poing », facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.4.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection est assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62 305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 8.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions sont notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.5.2. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle peut contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

32/55

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

ARTICLE 8.5.3. CANALISATIONS

Les canalisations sont installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les essais d'étanchéité sont renouvelés annuellement et après réparation pouvant affecter la résistance ou l'étanchéité des tuyauteries.

Des essais de résistance mécanique sont réalisés à au moins 1,5 fois la pression de service si celle-ci est supérieure à 0,4 bar, avant la mise en service des installations et après réparation.

Les organes de sécurité sont testés annuellement.

ARTICLE 8.5.4. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités, en quantité, dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal, qu'il s'agisse de la quantité stockée et de la quantité utilisée.

ARTICLE 8.5.5. TRANSPORTS - CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 8.5.6. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 8.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.6.1. Surveillance de l'installation et conduite d'exploitation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin. Ce temps ne pouvant excéder une demi-heure après l'alerte.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

ARTICLE 8.6.2. Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de canalisation s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique.

Les soudeurs ont une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

ARTICLE 8.6.3. CONTENU DU PERMIS D'INTERVENTION, DE FEU

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,

- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

ARTICLE 8.6.4. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 8.6.5. LIVRET OU DOCUMENT DE MAINTENANCE CHAUFFERIE

L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants :

- nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- caractéristiques du local « combustion », des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;
- caractéristiques des combustibles préconisées par le constructeur, résultats des mesures de viscosité du fioul et de sa température de réchauffage, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché, le traitement des eaux ;
- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultat des contrôles de la combustion et du fonctionnement des appareils de réglage des feux et de contrôle, visa des personnes ayant effectué ces contrôles, consignation des observations faites et des suites données, ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse ;
- consommation annuelle de combustible ;
- indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage ;
- indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes, ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement.

ARTICLE 8.6.6. Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les modes opératoires et l'ordre chronologique des procédures ;
- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les procédures relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques des dispositifs de régulation et de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ainsi que la périodicité de ces opérations et les consignes nécessaires avant d'opérer ces travaux ;
- les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" ou de « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment en cas de fuite de gaz ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'Article 8.5.2. ;
- les moyens d'extinction et de secours à utiliser en cas d'incendie ;
- les procédures d'évacuation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Ces procédures sont régulièrement mises à jour.

Des rondes de sécurité incendie sont effectuées au moment de la cessation du travail, une demie heure et deux heures après le départ du personnel lorsque des travaux par points chauds ayant nécessité l'établissement d'un permis ont eu lieu.

L'entretien des matériels de sécurité est assuré et vérifié par un organisme ou un technicien compétent.

ARTICLE 8.6.7. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue (sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ») sont affichées de manière visible dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie, notamment dans la chaufferie. L'exploitant s'assure du respect de ces interdictions.

ARTICLE 8.6.8. FORMATION DU PERSONNEL

L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée.

36/55

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée leur est dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation porte en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.

ARTICLE 8.6.9. DISPOSITIF DE CONDUITE

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

ARTICLE 8.6.10. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité sont maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur du bâtiment chaufferie, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui est conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

Les dispositifs de commande des circuits électriques sont placés dans un endroit facilement accessible en toute circonstance. Ils sont parfaitement signalés et comporter une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 8.6.11. UTILITÉS DESTINÉES À L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

CHAPITRE 8.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 8.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

ARTICLE 8.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant peut justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

ARTICLE 8.7.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- quatre poteaux incendie normalisés ;
- des extincteurs portatifs appropriés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis ;
- une réserve de sable meuble et sec et de pelles en quantité suffisante et judicieusement réparties dans la chaufferie et au sous-sol du bâtiment ;
- un dispositif d'extinction à CO₂ installé au-dessus de la cogénération.

La cuve de fioul de 1220m³ est équipée d'une couronne de refroidissement, celle de 30m³ d'une rampe d'aspersion.

ARTICLE 8.7.4. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Article 8.7.4.1. Consignes générales

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Article 8.7.4.2. Système d'alerte interne

En l'absence de personnel sur le site, le système de détection incendie et de détection de gaz transmet automatiquement l'alerte en cas de détection à un centre de traitement des alarmes. Ce centre prévient rapidement le personnel d'astreinte qui se rend sur place en moins de 30 minutes pour vérifier l'urgence de la situation et mettre en œuvre le cas échéant les consignes de sécurité. Le service d'astreinte est assuré 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

La gestion de cette alerte est définie par consigne. Ce système d'alerte fait l'objet d'exercices réguliers et au moins une fois par an. Les mesures sont prises pour améliorer son efficacité en cas d'intervention trop lente.

ARTICLE 8.7.5. CHAUFFERIE

Article 8.7.5.1. Local chaufferie

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- un dispositif de coupure manuelle de l'alimentation en gaz tel que prévu à l'article 8.7.5.4;
- un déclencheur d'alarme
- un interrupteur général de coupure de l'alimentation électrique.

Une plaque indicatrice de manœuvre est installée d'une façon visible et indestructible près de chacun de ces dispositifs.

Article 8.7.5.2. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 8.7.5.3. Générateurs

Tout générateur présent dans la chaufferie est muni des appareils suivants :

- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur,
- un dispositif indiquant la température de l'eau à l'entrée et à la sortie de chaque générateur,
- un dispositif indiquant, soit le débit du combustible, soit le débit du fluide caloporteur (ou un dispositif totalisateur),
- un analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente (O₂).

La chaufferie est aussi équipée des appareils suivants :

- un enregistreur de la température du fluide à l'entrée et à la sortie de la chaufferie (cet appareil peut être commun à plusieurs générateurs lorsque ceux-ci débitent sur un collecteur commun),
- un enregistreur de la température des gaz de combustion au débouché du conduit de fumée.

Article 8.7.5.4. Conduites d'alimentation en gaz

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les conduites sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Leur niveau de fiabilité est maximum, compte-tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Elles sont asservies à des capteurs de détection de gaz, une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs, et un pressostat.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des conduites à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Article 8.7.5.5. Surveillance et détection dans les zones pouvant être à l'origine de risques

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 8.6.10 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 20 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 8.6.10 du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit « programme d'auto surveillance ».

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance (A.S.T) des appareils de mesure en continu.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

ARTICLE 9.1.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou un écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

42/55

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au CHAPITRE 9.1 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'Article 9.1.2. , des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes)

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.2.1. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 9.2.1.1. Paramètres suivis pour les installations de combustion

Cheminées	Chaudières 1 à 3 au gaz naturel	Cogénération – 4	Chaudières 3 si utilisation de fioul domestique
SO ₂	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure en continu
NO _x	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
Poussières	Mesure semestrielle	Mesure semestrielle	Mesure en continu
CO	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
COV, HAP, métaux	-	-	Mesure périodique annuelle
Température, pression, vapeur d'eau, O ₂	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu
Débit	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013 ou mesure ponctuelle par un organisme de contrôle	

Pour la teneur en vapeur d'eau, la mesure n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

Article 9.2.1.2. Surveillance des rejets par un organisme agréé

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés dans le tableau visé à l'article précédent par un laboratoire d'analyse agréé. S'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse est accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour ces analyses, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon ait été prélevé sous accréditation.

ARTICLE 9.2.2. AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Article 9.2.2.1. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies au CHAPITRE 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Article 9.2.2.2. Autosurveillance des rejets d'eaux usées et pluviales

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'Article 4.3.9. par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.2.3. AUTOSURVEILLANCE SUR LES EAUX SOUTERRAINES ET SUR LES SOLS

Article 9.2.3.1. Effets sur les eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies ci-après.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Statut	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
Pz 1	Entrée Nord du site	Nappe des sables et grès de Fontainebleau	31 m
Pz 2	Coin sud-Est du site	Nappe des sables et grès de Fontainebleau	31 m
Pz 3	Coin Sud-ouest du site	Nappe des sables et grès de Fontainebleau	31 m

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

Statut	Fréquence des analyses	Nom du paramètre	Code SANDRE
Ensemble des piézomètres	5 ans	Hydrocarbures totaux (HCT)	7154
		Somme des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	6136
		BTEX	5918

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 9.2.3.2. Effets sur les sols

La surveillance des sols est effectuée, **au minimum, sur les mêmes paramètres** et dans les zones identifiées dans le rapport de base réalisé lors du réexamen des conditions d'exploitation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

ARTICLE 9.2.4. SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 9.2.5. AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les résultats de cette autosurveillance sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant des commentaires de l'exploitant sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 9.3.2. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Les résultats des mesures citées à l'Article 9.2.2.2. sont transmis une fois par an à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

45/55

ARTICLE 9.3.3. BILAN DE L'AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'article Article 9.2.4. .

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article Article 9.3.4. sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant effectue chaque année, auprès du ministre en charge des installations classées, la déclaration prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, via l'application informatique « GEREP ».

ARTICLE 9.4.2. RAPPORT ANNUEL

Une fois par an, avant le 30 avril de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au CHAPITRE 9.5) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Ce bilan reprend notamment les éléments suivants :

- résultats du bilan de surveillance des rejets atmosphériques
- résultats des procédures QAL 1 – 2 – 3
- prélèvements d'eau et rejets
- gestion des déchets
- informations générales concernant la formation des opérateurs
- résultats de a surveillance des eaux souterraines

Article 9.4.3. Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au Préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article Article 1.2.1. du présent arrêté.

CHAPITRE 9.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 9.5.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
----------	-------------------------	--------------------------

Article Article 1.5.1.	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
Article Article 1.5.5.	Changement d'exploitant	Au moins 3 mois avant la date de changement d'exploitant
Article Article 1.5.6.	Cessation d'activité	Au moins 3 mois avant la date de cessation d'activité
Article Article 2.1.3.	Management environnemental	Au plus tard le 17 août 2021
Article Article 2.7.1.	Management de l'énergie	Au plus tard le 17 août 2021
Article CHAPITRE 2.5	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
Article Article 9.1.3.	Résultats d'autosurveillance	Au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois ou le trimestre de la mesure.
ArticlesArticle le 9.2.4. +Ar ticle 9.4.1. + Article 9.4.2.	Déclaration des émissions polluantes et des déchets Rapport de l'année N	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration) Annuel au plus tard le 30 avril de l'année N+1
Article Article 9.4.3.	Réexamen IED	Dans un délai de 12 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale
Article Article 2.1.4.	Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement	Au plus tard 17 août 2021
Article Article 9.2.3.	Surveillance période pour les eaux souterraines et les sols	Eaux souterraines : tous les 5 ans Sol : tous les 10 ans
Article CHAPITRE 5.2	Plan de gestion des déchets	Au plus tard le 17 août 2021
Article Article 9.2.5.	Autosurveillance des niveaux sonores	Mesure du niveau sonore tous les 5 ans.
Article CHAPITRE 7.4	Plan de gestion nuisances sonores	Au plus tard le 17 août 2021

TITRE 10 SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS

CHAPITRE 10.1 ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

ARTICLE 10.1.1. AUTORISATION D'ÉMETTRE DES GAZ À EFFET DE SERRE

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R229-5 du code de l'environnement :

Activité	Seuil	Puissance	Gaz à effet de serre concerné
Combustion	20 MW	132,9 MW	Dioxyde de carbone

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE.

L'exploitant informe le Préfet de tout changement prévu en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que de la date prévisible à laquelle ont lieu les changements.

ARTICLE 10.1.2. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement n° 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée.

Les modifications du plan de surveillance subordonnées à l'acceptation par le Préfet sont mentionnées à l'article 15 du règlement 601/2012. L'exploitant notifie ces modifications importantes au Préfet pour approbation dans les meilleurs délais.

Lorsque le rapport de vérification, établi par l'organisme vérificateur de la déclaration d'émissions, fait état de remarques, l'exploitant transmet un rapport d'amélioration au Préfet avant le 30 juin.

ARTICLE 10.1.3. DÉCLARATION DES ÉMISSIONS AU TITRE DU SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

En application des articles L.229-7.III et R.229-20 du code de l'environnement, l'exploitant adresse, au plus tard le 28 février de chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente.

En outre, la délivrance de quotas à titre gratuit est subordonnée à la déclaration, par l'exploitant, des niveaux d'activité de son installation, conformément aux dispositions de l'article L.229-16 du code de l'environnement.

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté fixant les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions et des niveaux d'activité, pris conformément à l'article L.229-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 10.1.4. OBLIGATIONS DE RESTITUTION

Conformément à l'article R.229-21 du code de l'environnement, l'exploitant restitue au plus tard le 30 avril de chaque année un nombre de quotas correspondant aux émissions vérifiées totales de son installation au cours de l'année précédente.

ARTICLE 10.1.5. ALLOCATIONS

La délivrance de quotas gratuits est soumise aux dispositions des articles R229-9 et suivants du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.229-17 du code de l'environnement, l'exploitant informe au plus tard le 31 décembre de chaque année le Préfet de tout changement prévu ou effectif relatif à ses installations visées dans le SEQE :

- extension ou la réduction significative de capacité,
- modification du niveau d'activité, notamment la cessation totale ou partielle ou la reprise après cessation partielle.

La sous-Préfecture, Services Départementaux de l'Environnement
Pour le Préfet et par délégation

Jéhanne BENSÉDRA

TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

CHAPITRE 11.1 FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 11.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le tribunal administratif de Versailles pourra être saisi au moyen de l'application Télérecours Citoyen: <https://www.telerecours.fr/>

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

CHAPITRE 11.3 INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Versailles, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site internet de la préfecture.

CHAPITRE 11.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture des Yvelines, la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, le Directeur de l'Agence régionale de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Versailles et à la société VERSEO.

Fait à Versailles, le 22 JUIL. 2021

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La sous-Préfète, Secrétaire Générale Adjointe

Ichane BENSEDIRA



50/55

Table des matières

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	3
Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à ENREGISTREMENT OU déclaration.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	3
Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....	4
Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées et durées de fonctionnement.....	4
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	5
Article 1.3.1. Conformité.....	5
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	5
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation et caducité.....	5
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	5
Article 1.5.1. Porter à connaissance.....	5
Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	5
Article 1.5.3. Équipements abandonnés.....	5
Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement.....	5
Article 1.5.5. Changement d'exploitant.....	6
Article 1.5.6. Cessation d'activité.....	6
CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION.....	6
Article 1.6.1. Réglementation applicable.....	6
Article 1.6.2. Respect des autres législations et réglementations.....	7
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	8
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	8
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	8
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	8
Article 2.1.3. Management environnemental.....	8
Article 2.1.4. Gestion des périodes OTNOC.....	8
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	9
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE - PROPRIÉTÉ.....	9
Article 2.3.1. Propriété.....	9
Article 2.3.2. Esthétique.....	9
CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	9
CHAPITRE 2.5 DÉCLARATION D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS.....	9
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
CHAPITRE 2.7 UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE.....	10
Article 2.7.1. Management de l'énergie.....	10
Article 2.7.2. Mesure efficacité énergétique.....	10
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	11
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	11
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	11
Article 3.1.2. Périodes d'arrêt et de démarrage des chaudières.....	12
Article 3.1.3. Pollutions accidentelles.....	12
Article 3.1.4. Odeurs.....	12
Article 3.1.5. Voies de circulation.....	12
Article 3.1.6. Émissions diffuses.....	12
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	12
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	12
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....	13
Article 3.2.3. Conditions générales de rejet.....	13
CHAPITRE 3.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS POUR LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES.....	14
Article 3.3.1. Concentrations.....	14
Article 3.3.2. Dispositions de fonctionnement du groupe électrogène destiné aux situations d'urgence.....	15
Article 3.3.3. Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air.....	15
Article 3.3.4. appareils de mesure en Continu.....	15
Article 3.3.4.1. Contrôle qualité des appareils de mesure en continu.....	15
Article 3.3.4.2. Incertitudes sur les mesures.....	15
Article 3.3.4.3. Expression des résultats des mesures.....	15
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	17

CHAPITRE 4.1	PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	17
Article 4.1.1.	Dispositions générales.....	17
Article 4.1.2.	Origine des approvisionnements en eau.....	17
Article 4.1.3.	Protection des réseaux d'eau potable.....	17
CHAPITRE 4.2	COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	17
Article 4.2.1.	Dispositions générales.....	17
Article 4.2.2.	Plan des réseaux.....	17
Article 4.2.3.	Entretien et surveillance.....	18
Article 4.2.4.	Protection des réseaux internes à l'établissement.....	18
Article 4.2.5.	Isolement avec les milieux.....	18
CHAPITRE 4.3	TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	18
Article 4.3.1.	Identification des effluents.....	18
Article 4.3.2.	Collecte des effluents.....	18
Article 4.3.3.	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	19
Article 4.3.4.	Entretien et conduite des installations de traitement.....	19
Article 4.3.5.	Localisation des points de rejet.....	19
Article 4.3.6.	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	19
Article 4.3.6.1.	Conception.....	19
Article 4.3.6.2.	Aménagement.....	19
4.3.6.2.1	Aménagement des points de prélèvements.....	19
4.3.6.2.2	Section de mesure.....	20
Article 4.3.7.	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	20
Article 4.3.8.	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement.....	20
Article 4.3.9.	Valeurs limites d'émission des eaux industrielles ET EAUX PLUVIALES susceptibles d'être polluées.....	20
Article 4.3.10.	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	21
Article 4.3.11.	Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	21
TITRE 5 - DÉCHETS.....		22
CHAPITRE 5.1	PRINCIPES DE GESTION.....	22
Article 5.1.1.	Limitation de la production de déchets.....	22
Article 5.1.2.	Séparation des déchets.....	22
Article 5.1.3.	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	23
Article 5.1.4.	plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets.....	23
Article 5.1.5.	Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	23
Article 5.1.6.	Déchets traités à l'intérieur de l'établissement.....	23
Article 5.1.7.	Transport.....	23
Article 5.1.8.	Emballages industriels.....	24
Article 5.1.9.	Autosurveillance des déchets.....	24
CHAPITRE 5.2	PLAN DE GESTION DES DÉCHETS.....	24
TITRE 6 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....		25
CHAPITRE 6.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	25
Article 6.1.1.	Identification des produits.....	25
Article 6.1.2.	Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	25
TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....		26
CHAPITRE 7.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	26
Article 7.1.1.	Aménagements.....	26
Article 7.1.2.	Véhicules et engins.....	26
Article 7.1.3.	Appareils de communication.....	26
CHAPITRE 7.2	NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	26
Article 7.2.1.	Valeurs Limites d'émergence.....	26
Article 7.2.2.	NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION.....	26
PÉRIODE DE JOUR.....		26
PÉRIODE DE NUIT.....		26
Article 7.2.3.	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	26
CHAPITRE 7.3	VIBRATIONS.....	27
Article 7.3.1.	Vibrations.....	27
CHAPITRE 7.4	PLAN DE GESTION DES NUISANCES SONORES.....	27
TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....		28
CHAPITRE 8.1	PRINCIPES DIRECTEURS.....	28
CHAPITRE 8.2	GÉNÉRALITÉS.....	28
Article 8.2.1.	LOCALISATION DES RISQUES.....	28
Article 8.2.2.	LOCALISATION DES STOCKS DE SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX.....	28
Article 8.2.3.	PROPRETÉ DE L'INSTALLATION.....	28

Article 8.2.4.	CONTRÔLE DES ACCÈS.....	28
Article 8.2.5.	CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	29
CHAPITRE 8.3	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	29
Article 8.3.1.	Comportement au feu.....	29
Article 8.3.2.	Accessibilité et Intervention des services de secours.....	29
	Désenfumage.....	30
CHAPITRE 8.4	DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	30
Article 8.4.1.	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	30
Article 8.4.2.	Installations électriques.....	30
Article 8.4.3.	Ventilation des locaux.....	30
Article 8.4.4.	Systèmes de détection automatique.....	30
Article 8.4.5.	Protection contre la foudre.....	31
CHAPITRE 8.5	DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	32
Article 8.5.1.	Organisation de l'établissement.....	32
Article 8.5.2.	Rétentions et confinement.....	32
Article 8.5.3.	Canalisations.....	33
Article 8.5.4.	Stockage sur les lieux d'emploi.....	33
Article 8.5.5.	Transports - chargements – déchargements.....	33
Article 8.5.6.	Élimination des substances ou mélanges dangereux.....	33
CHAPITRE 8.6	DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	34
Article 8.6.1.	Surveillance de l'installation et conduite d'exploitation.....	34
Article 8.6.2.	Travaux.....	34
Article 8.6.3.	Contenu du permis d'intervention, de feu.....	34
Article 8.6.4.	Vérification périodique et maintenance des équipements.....	35
Article 8.6.5.	Livret ou document de maintenance chaufferie.....	35
Article 8.6.6.	Consignes d'exploitation et de sécurité.....	36
Article 8.6.7.	Interdiction de feux.....	36
Article 8.6.8.	Formation du personnel.....	36
Article 8.6.9.	Dispositif de conduite.....	37
Article 8.6.10.	Alimentation électrique.....	37
Article 8.6.11.	Utilités destinées à l'exploitation des installations.....	38
CHAPITRE 8.7	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	38
Article 8.7.1.	Définition générale des moyens.....	38
Article 8.7.2.	Entretien des moyens d'intervention.....	38
Article 8.7.3.	Ressources en eau et mousse.....	38
Article 8.7.4.	Consignes générales d'intervention.....	39
	Article 8.7.4.1. Consignes générales.....	39
	Article 8.7.4.2. Système d'alerte interne.....	39
Article 8.7.5.	Chaufferie.....	39
	Article 8.7.5.1. Local chaufferie.....	39
	Article 8.7.5.2. Ventilation.....	39
	Article 8.7.5.3. Générateurs.....	39
	Article 8.7.5.4. Conduites d'alimentation en gaz.....	40
	Article 8.7.5.5. Surveillance et détection dans les zones pouvant être à l'origine de risques.....	40
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....		42
CHAPITRE 9.1	PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	42
Article 9.1.1.	Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	42
Article 9.1.2.	mesures comparatives.....	42
Article 9.1.3.	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	42
CHAPITRE 9.2	MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	43
Article 9.2.1.	Autosurveillance des émissions atmosphériques.....	43
	Article 9.2.1.1. Paramètres suivis pour les installations de combustion.....	43
	Article 9.2.1.2. Surveillance des rejets par un organisme agréé.....	44
Article 9.2.2.	Autosurveillance des rejets aqueux.....	44
	Article 9.2.2.1. Relevé des prélèvements d'eau.....	44
	Article 9.2.2.2. Autosurveillance des rejets d'eaux usées et pluviales.....	44
Article 9.2.3.	Autosurveillance sur les eaux souterraines et sur les sols.....	44
	Article 9.2.3.1. Effets sur les eaux souterraines.....	44
	Article 9.2.3.2. Effets sur les sols.....	45
Article 9.2.4.	Suivi des déchets.....	45
Article 9.2.5.	Autosurveillance des niveaux sonores.....	45
CHAPITRE 9.3	SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	45
Article 9.3.1.	Transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques.....	45
Article 9.3.2.	Transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux.....	45
Article 9.3.3.	Bilan de l'autosurveillance des déchets.....	46
Article 9.3.4.	Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	46
CHAPITRE 9.4	BILANS PÉRIODIQUES.....	46

Article 9.4.1. Déclaration des émissions polluantes et des déchets.....	46
Article 9.4.2. Rapport annuel.....	46
Article 9.4.3. Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen.....	46
CHAPITRE 9.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	46
Article 9.5.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	46
TITRE 10 SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS.....	48
CHAPITRE 10.1 ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.....	48
Article 10.1.1. Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.....	48
Article 10.1.2. Surveillance des émissions de gaz à effet de serre.....	48
Article 10.1.3. Déclaration des émissions au titre du système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre.....	48
Article 10.1.4. Obligations de restitution.....	49
Article 10.1.5. Allocations.....	49
TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....	50
CHAPITRE 11.1 FRAIS.....	50
CHAPITRE 11.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	50
CHAPITRE 11.3 INFORMATION DES TIERS.....	50
CHAPITRE 11.4 EXÉCUTION.....	50

Préfecture des Yvelines

78-2021-07-21-00012

Arrêté de refonte des bureaux de vote d'Issou

Arrêté n°

relatif aux bureaux de vote de la commune d'Issou

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment son article R 40 ;

Vu la demande formulée par le maire d'Issou en date du 13 juillet 2021 portant sur le transfert définitif des bureaux de vote n° 2 et 3 de la commune ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune d'Issou sont définis comme suit, conformément au plan (annexe 1) et aux états (annexes 2 à 4) joints au présent arrêté :

Bureau de vote n° 1	Mairie	Place Famy
Bureau de vote n° 2	Salle Maurice Ravel 2	Rue de la Gare
Bureau de vote n° 3	Salle Maurice Ravel 3	Rue de la Gare

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote centralisateur, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de ce jour et abroge l'arrêté préfectoral n° DRE 07/389 du 1^{er} août 2007 modifié instituant les bureaux de vote de la commune d'Issou.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire d'Issou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **21 JUL. 2021**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La sous-Préfète, Secrétaire Générale Adjointe



Jehane BENSEDIRA

Préfecture des Yvelines

78-2021-07-15-00006

Arrêté de refonte des bureaux de vote de Beynes

Arrêté n°

relatif aux bureaux de vote de la commune de Beynes

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment son article R 40 ;

Vu la demande formulée par le maire de Beynes en date du 30 juin 2021 portant sur l'ajout d'une voie au périmètre du bureau de vote n° 7 de la commune ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Beynes sont définis comme suit, conformément au plan (annexe 1) et aux états (annexes 2 à 8) joints au présent arrêté :

Bureau de vote n° 1	Hôtel de Ville	Place du 8 Mai 1945
Bureau de vote n° 2	Ecole Victor Duruy	Centre commercial Le Renouveau
Bureau de vote n° 3	Ecole Victor Duruy	Centre commercial Le Renouveau
Bureau de vote n° 4	Ecole Charles Perrault	Rue Nouvelle
Bureau de vote n° 5	Ecole Marcel Pagnol	Rue Nouvelle
Bureau de vote n° 6	Centres de Loisirs	Rue du Commerce
Bureau de vote n° 7	Restaurant scolaire Anatole France	42, rue de la République

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote n° 1, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de ce jour et abroge l'arrêté préfectoral n° 78-2019-07-26-009 du 26 juillet 2019 instituant les bureaux de vote de la commune de Beynes.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet et le maire de Beynes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **15 JUL. 2021**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

Préfecture des Yvelines

78-2021-07-15-00007

Arrêté de refonte des bureaux de vote de
Chambourcy

Arrêté n°

relatif aux bureaux de vote de la commune de Chambourcy

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment son article R 40 ;

Vu la demande formulée par le maire de Chambourcy en date du 14 mai 2021 portant sur le redécoupage des bureaux de vote de la commune ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Chambourcy sont définis comme suit, conformément au plan (annexe 1) et aux états (annexes 2 à 6) joints au présent arrêté :

Bureau de vote n° 1	Mairie	Place Charles de Gaulle
Bureau de vote n° 2	Salle Hubert Yencesse	35, rue de Gramont
Bureau de vote n° 3	Ecole de la Châtaigneraie	Chemin du Jeu de Boules
Bureau de vote n° 4	Espace Panorama	Chemin du Jeu de Boules
Bureau de vote n° 5	Complexe sportif Georges Gallienne	Rue du Mur du Parc

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote centralisateur, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° 78-2019-07-26-010 du 26 juillet 2019 instituant les bureaux de vote de la commune de Chambourcy est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye et le maire de Chambourcy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le 15 JUIL. 2021

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
~~Le Secrétaire Général~~

Etienne DESPLANQUES

Préfecture des Yvelines

78-2021-07-21-00013

Arrêté de refonte des bureaux de vote de
Porcheville

Arrêté n°

relatif aux bureaux de vote de la commune de Porcheville

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment son article R 40 ;

Vu la demande formulée par le maire de Porcheville en date du 13 juillet 2021 portant sur le redécoupage des bureaux de vote de la commune ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Les numérotation, adresse et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Porcheville sont définis comme suit, conformément au plan (annexe 1) et aux états (annexes 2 à 4) joints au présent arrêté :

Bureau de vote n° 1	Grande salle des fêtes	17, boulevard de la République
Bureau de vote n° 2	Gymnase Georges Davot	Avenue Louis Tibaldi
Bureau de vote n° 3	Nouveau groupe scolaire	110, boulevard de la République

Article 2 : Le recensement général des votes s'effectue dans le bureau de vote n° 1.

Article 3 : Les militaires, les Français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demandent leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral sont inscrits sur la liste électorale du bureau de vote centralisateur, lorsqu'il s'avère impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022, date à laquelle l'arrêté préfectoral n° 78-2020-07-17-005 du 17 juillet 2020 instituant les bureaux de vote de la commune de Porcheville est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie et le maire de Porcheville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **21 JUIL. 2021**

Le Préfet,

**Pour le Préfet et par délégation
La sous-Préfète, Secrétaire Générale Adj.**



Jehane BENSEDIRA.

Préfecture des Yvelines

78-2021-06-29-00016

Arrêté inter-préfectoral n° 21-322 du 29 juin 2021
portant modification des statuts du syndicat
intercommunal d'électricité et des réseaux de
câbles du Vexin (SIERC)



Arrêté n° 21-322

Arrêté inter-préfectoral portant modification des statuts du syndicat intercommunal d'électricité et des réseaux de câbles du Vexin (SIERC)

Le préfet du Val-d'Oise

**Chevalier la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Le préfet des Yvelines

Officier la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 5711-1, L 5711-3, L 5212-6, L 5212-7, L 5212-7-1 et L 5211-5 du CGCT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mai 1924 autorisant la création du syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin et de Marines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 avril 1937 autorisant l'adhésion de la commune de Saint-Clair-sur-Epte au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin et de Marines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1942 autorisant l'adhésion de la commune de Charmont au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin et de Marines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 1968 autorisant l'adhésion de la commune d'Ambleville au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin et de Marines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 1969 portant approbation des statuts du syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin et de Marines, qui prend par ailleurs, la dénomination de : syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 août 1971 autorisant l'adhésion de la commune de Vétheuil au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 1972 autorisant l'adhésion de la commune de Vienne-en-Arthies au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 1977 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1983 autorisant l'adhésion des communes de Chérence, Haute-Isle et Villers-en-Arthies au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny et la modification de l'article 6 de ses statuts ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 1^{er} août 1986 autorisant l'adhésion des communes d'Arronville et de Saint-Cyr-en-Arthies au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 12 décembre 1988 autorisant l'adhésion des communes de Montalet-le-Bois (78) au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 7 mai 1990 autorisant l'adhésion des communes d'Aincourt, Amenucourt et Bray-et-Lô au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 27 mai 1991 autorisant l'adhésion de la commune de Menouville au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 16 août 1991 autorisant l'adhésion de la commune d'Epiais-Rhus au syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 28 avril 1992 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'électricité des cantons de Magny-en-Vexin, Marines et Vigny qui prend par ailleurs le nom de : syndicat intercommunal d'électricité et des réseaux de câbles du Vexin (SIERC du Vexin) ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 18 septembre 2013 portant modification de l'article 2 de statuts du SIERC du Vexin ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2015 portant transformation de la communauté d'agglomération Grand Paris Seine & Oise en communauté urbaine ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 19 février 2018 portant modification des statuts du SIERC du Vexin ;

Vu la délibération du 25 janvier 2021 du comité syndical du SIERC du Vexin approuvant ses nouveaux statuts ;

Vu les délibérations des conseils municipaux et du conseil communautaire des membres du SIERC du Vexin :

1) Ableiges	du 12 avril 2021
2) Aincourt	du 17 juin 2021
3) Ambleville	du 09 avril 2021
4) Amenucourt	du 06 avril 2021
5) Arronville	du 02 avril 2021
6) Arthies	du 13 avril 2021
7) Avernes	du 03 avril 2021
8) Banthelu	du 25 mars 2021
9) Bray-et-Lô	du 26 mai 2021
10) Bréançon	du 06 avril 2021
11) Buhy	du 13 avril 2021
12) Charmont	du 26 mars 2021
13) Chaussy	du 26 mars 2021
14) Cléry-en-Vexin	du 06 avril 2021
15) Commeny	du 31 mars 2021
16) Condecourt	du 13 avril 2021
17) Cormeilles-en-Vexin	du 14 avril 2021
18) Courcelles-sur-Viosne	du 08 avril 2021
19) Epiais-Rhus	du 08 avril 2021
20) Frémécourt	du 27 avril 2021
21) Frémainville	du 10 avril 2021
22) Génainville	du 08 avril 2021

23) Gouzangrez	du 06 avril 2021
24) Guiry-en-Vexin	du 16 avril 2021
25) Haravilliers	du 07 avril 2021
26) Haute-Isle	du 05 juin 2021
27) Hodent	du 08 avril 2021
28) La Chapelle-en-Vexin	du 06 avril 2021
29) Le Bellay-en-Vexin	du 09 avril 2021
30) Le Heaulme	du 07 avril 2021
31) Le Perchay	du 13 avril 2021
32) Longuesse	du 09 avril 2021
33) Magny-en-Vexin	du 31 mars 2021
34) Maudetour-en-Vexin	du 26 mars 2021
35) Menouville	du 03 avril 2021
36) Montgeroult	du 26 mars 2021
37) Monteuil-sur-Epte	du 23 mars 2021
38) Neuilly-en-Vexin	du 12 avril 2021
39) Nucourt	du 10 avril 2021
40) Omerville	du 06 avril 2021
41) Sagy	du 09 avril 2021
42) Saint-Cyr-en-Arthies	du 12 avril 2021
43) Saint Gervais	du 24 mars 2021
44) Théméricourt	du 12 avril 2021
45) Us	du 14 avril 2021
46) Vétheuil	du 09 avril 2021
47) Vienne-en-Arthies	du 15 avril 2021
48) Vigny	du 06 avril 2021
49) Villers-en-Arthies	du 12 mai 2021
50) CU Grand Paris Seine et Oise	du 20 mai 2021

approuvant les modifications des statuts du SIERC du Vexin ;

Considérant que l'absence de délibération des communes de Aincourt, Berville, Bray-et-Lu, Brignancourt, Chars, Chérence, Marines, Moussy, Saint-Clair-sur-Epte, Santeuil, Seraincourt, et Wy-dit-Joli-Village dans le délai de trois mois à compter de la date de notification, vaut avis favorable ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises sont réunies pour autoriser la modification des statuts du SIERC du Vexin ;

Sur proposition des secrétaires généraux de la préfecture du Val-d'Oise et de la préfecture des Yvelines ;

ARRÊTENT

Article 1 : Est autorisée la modification de l'article 6 des statuts qui fixe la représentation des membres du SIERC du Vexin au sein de son comité syndical à un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 2 : Les statuts du SIERC du Vexin sont annexés au présent arrêté.

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application "Télérecours citoyens" (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : www.télérecours.fr).

Article 4 : Les secrétaires généraux de la préfecture du Val-d'Oise et des Yvelines, les directeurs départementaux des finances publiques du Val-d'Oise et des Yvelines, le président du SIERC du Vexin, le président de la communauté et les maires des communes intéressés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté sera notifié au président du SIERC du Vexin, ainsi qu'au président de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise et aux maires des communes membres du syndicat. Il sera également publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements du Val d'Oise et des Yvelines, consultable sur le site internet des deux préfectures aux adresses suivantes : <http://www.val-doise.gouv.fr/> et <http://www.yvelines.gouv.fr/>.

Cergy-Pontoise, 29 JUIN 2021

Le préfet du Val d'Oise

~~Fournier~~ préfet.

Le secrétaire général

Maurice BARATE

Le préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANCHES



SYNDICAT MIXTE « SYNDICAT INTERCOMMUNAL ELECTRICITE ET RESEAUX DE CABLES DU VEXIN »

STATUTS

Les statuts adoptés par l'Assemblée Générale extraordinaire du 12 octobre 1976 approuvés le 28 février 1977, modifiés le 29 octobre 1991 puis le 11 décembre 2012, sont modifiés comme suit :

Article 1^{er} : Compétence générale

Le syndicat mixte « Syndicat Intercommunal Electricité et Réseaux de Câbles du Vexin » (ci-après SIERC) a pour objet la réalisation de tous les travaux relatifs à la distribution et à l'usage de l'énergie électrique et aux réseaux de câbles hors monopole sur le territoire des collectivités membres.

Depuis le 22 novembre 1996, le SIERC a adhéré au Syndicat Mixte Départemental d'Electricité, du Gaz et des Télécommunications du Val d'Oise (ci-après SMDEGTVO). Ce dernier est maître d'ouvrage des biens concédés sur le territoire départemental en matière de distribution d'électricité, en lieu et place des communes et syndicats qui en sont membres. Le SIERC exerce des missions de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le SMDEGTVO.

Le SIERC réalise, pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale qui en sont membres, des travaux d'enfouissement des réseaux. Le SIERC est maître d'ouvrage de ces travaux destinés à l'intégration des ouvrages et des réseaux dans l'environnement et à l'amélioration de la qualité de la distribution.

Il est composé des communes et établissement public de coopération intercommunale suivants :

1/ Canton de Vauréal : Aincourt, Ambleville, Amenucourt, Arthies, Aavernes, Banthelu, Bray et Lû, Buhy, Charmont, Chaussy, Chérence, Cléry en Vexin, Condécourt, Frémainville, Gadancourt, Genainville, Guiry en Vexin, Haute-Isle, Hodent, La Chapelle en Vexin, Longuesse, Magny en Vexin, Maudétour en Vexin, Montreuil sur Epte, Omerville, Sagy, Saint Clair sur Epte, Saint Cyr en Arthies, Saint Gervais, Seraincourt, Théméricourt, Vétheuil, Vienne en Arthies, Villers en Arthies, Vigny, Wy-dit-Joli-Village.

2/ Canton de Pontoise : Ableiges, Arronville, Le Bellay en Vexin, Berville, Bréançon, Brignancourt, Chars, Commeny, Cormeilles en Vexin, Courcelles sur Viosne, Epias-Rhus, Frémécourt, Gouzangrez, Haravilliers, Le Heaulme, Marines, Ménouville, Montgeroult, Moussy, Neuilly en Vexin, Nucourt, Le Perchay, Santeuil, Us.

3/ La communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise auquel certaines compétences ont été transférées par les communes de Lainville et Montalet, uniquement pour le territoire de ces deux communes.

Article 2 : Compétence optionnelle

Le SIERC exerce également la compétence en matière d'éclairage public en lieu et place des communes qui en sont membres. Il assure, donc, la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à l'éclairage public, les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, exploitation,

SIERC du Vexin

6 rue Eugène Blouin – 95 420 MAGNY-EN-VEXIN

Téléphone : 01 34 67 29 76 – Télécopie : 01 34 67 17 60

1

maintenance des réseaux, mise en conformité et améliorations diverses, en lieu et place de ses membres.

Sont adhérents à cette compétence, les communes et établissements qui ont transféré leur compétence.

Article 3 :

Le siège du SIERC est fixé au 6, rue Eugène Blouin à Magny en Vexin.

Article 4 :

Les fonctions de receveur du SIERC seront exercées par le Percepteur de Magny en Vexin.

Article 5 :

Le SIERC est constitué sans fixation de terme et, donc, pour une durée indéterminée.

En application des articles L. 5212-33 et L. 5212-34 du code général des collectivités territoriales, le syndicat est dissous dans les cas suivants :

- Soit à l'achèvement de l'opération qu'il avait pour objet de conduire ou lorsqu'il ne compte plus qu'un seul membre, ou à la date du transfert à un EPCI à fiscalité propre ou à un syndicat mixte des services en vue desquels il avait été institué ;
- Soit par le consentement de tous les organes délibérants intéressés.

Le SIERC peut être dissous, en application de l'article L. 5212-33 du code général des collectivités territoriales :

- Soit sur la demande motivée de la majorité des organes délibérants, par arrêté du représentant de l'Etat dans le Département du Val d'Oise ;
- Soit d'office par un décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'Etat.

Une copie de l'arrêté ou du décret de dissolution est adressée au conseil départemental pour information.

Le syndicat qui n'exerce aucune activité depuis deux ans au moins peut être dissous par arrêté du représentant de l'Etat dans le Département du Val d'Oise après avis des organes délibérants des membres.

Article 6 :

Le SIERC est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les organes délibérants des membres.

Chaque membre est représenté dans le comité syndical par Un délégué titulaire, en application de l'article L. 5212-7 du code général des collectivités territoriales.

Un suppléant par délégué titulaire sera désigné et sera appelé à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire.

SIERC du Vexin
6 rue Eugène Blouin – 95 420 MAGNY-EN-VEXIN
Téléphone : 01 34 67 29 76 – Télécopie : 01 34 67 17 60

2

007-b

En application de l'article L. 5212-7 du code général des collectivités territoriales, les fonctions de délégué sont exercées à titre bénévole.

Article 7 :

Le comité syndical élit, parmi les délégués des membres le composant, un bureau composé des 9 membres suivants :

- Le Président ;
- Deux Vice-Présidents ;
- Un secrétaire ;
- Cinq membres.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du Président et des membres du bureau sont celles fixées par l'article L. 5211-2 du code général des collectivités territoriales, lequel renvoie aux dispositions applicables au maire et aux adjoints.

Les attributions du bureau et le rôle du Président sont déterminées aux articles L. 5211-9 à L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Le Président perçoit une indemnité de fonction subordonnée à l'exercice effectif de son mandat et dont le montant est déterminé en conformité avec les dispositions du code général des collectivités territoriales.

Article 8 :

En application de l'article L. 5211-11 du code général des collectivités territoriales, le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre.

A cette fin, le Président convoque les membres du comité à chaque fois qu'il le juge utile et, aux termes de l'article L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales, qui rend applicable l'article L. 2121-9 du même code, il est tenu de le réunir à la demande motivée soit du Préfet, soit du tiers des membres du comité.

La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour.

Article 9 :

Conformément à l'article L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales, les conditions de validité des délibérations du comité syndical et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances, sont celles que fixe le chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, relatives au fonctionnement du conseil municipal, sauf si elles sont contraires aux dispositions particulières aux établissements publics de coopération intercommunale.

Les articles L. 5211-47 et R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales sont également applicables, en ce qui concerne la publicité des décisions prises par l'organe délibérant et l'organe exécutif.

En application de l'article L. 5211-11 du code général des collectivités territoriales, sur la demande de cinq membres ou du Président, le comité syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Article 10 :

En application de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, le Président, les Vice-Présidents ayant reçu délégation, ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical, à l'exception :

- 1° du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° de l'approbation du compte administratif ;
- 3° des dispositions à caractère budgétaire prises par le SIERC à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1615 du code général des collectivités territoriales ;
- 4° des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du SIERC ;
- 5° de l'adhésion du SIERC à un établissement public ;
- 6° de la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion du comité syndical, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du comité syndical.

Article 11 :

Conformément à l'article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales, le Président est l'organe exécutif du syndicat.

Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du syndicat.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner délégation de signature dans les conditions prévues à l'article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales.

Il est le chef des services du SIERC et représente le SIERC en justice.

Article 12 :

Par dérogation à l'article L. 5212-32 du code général des collectivités territoriales, l'adhésion du SIERC à un EPCI n'est pas subordonnée à l'accord des organes délibérants des membres du syndicat.

L'adhésion du SIERC à un EPCI est décidée par le comité syndical statuant à la majorité des deux tiers.

Article 13 :

Conformément à l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales, l'adhésion d'un ou plusieurs membres est possible par arrêté du Préfet du Val d'Oise :

1° soit à la demande de l'organe délibérant du membre. La modification est alors subordonnée à l'accord du comité syndical ;

2° soit sur l'initiative du comité syndical. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des organes délibérants des membres dont l'admission est envisagée ;

3° soit sur l'initiative du Préfet du Val d'Oise. La modification est alors subordonnée à l'accord du comité syndical et des conseils municipaux dont l'admission est envisagée.

Dans les trois cas, à compter de la notification de la délibération du comité syndical à l'exécutif de chacun des membres, l'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la nouvelle commune, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création du syndicat. Les mêmes règles s'appliquent pour les organes délibérants des membres dont l'admission est envisagée. Dans les cas visés aux 1° et 3°, le comité syndical dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

En application de l'article L. 5711-5 du CGCT, une commune ou un EPCI peut être autorisé par le représentant de l'Etat dans le département à se retirer d'un syndicat mixte si, à la suite d'une modification de la réglementation, de la situation de cette personne morale de droit public ou au regard de cette réglementation ou des compétences de cette personne morale, sa participation au syndicat mixte est devenue sans objet. Le retrait est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département dans un délai de deux mois à compter de la demande de la commune ou de l'établissement public.

Article 14 :

Le SIERC pourvoit aux dépenses de fonctionnement par appel de cotisations aux membres et par affectation d'une partie du produit des taxes perçues par le Syndicat.

Les recettes comprennent notamment :

- Les contributions/ participation des membres ;
- Les taxes communales sur la consommation finale d'électricité ;
- Les subventions des départements du Val d'Oise et des Yvelines, de la Région, de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise et éventuellement des membres ;
- Les participations éventuelles des membres ;
- La redevance de concession pour l'électricité reversée par le SMDEGTVO ;
- La subvention aux communes due par le concessionnaire pour l'enfouissement des réseaux, reversée par le SMDEGTVO ;
- La TVA que peut récupérer le SIERC pour les travaux d'enfouissement des réseaux ;
- La subvention pour l'éclairage public reversée par le SMDEGTVO ;

SIERC du Vexin

6 rue Eugène Blouin – 95 420 MAGNY-EN-VEXIN

Téléphone : 01 34 67 29 76 – Télécopie : 01 34 67 17 60

5

007-e

Le comité syndical fixera chaque année le montant du versement annuel et des participations de chaque membre.

Article 15 :

La contribution des membres au budget du syndicat est obligatoire. La carence de la commune à s'acquitter de sa contribution autorise le Préfet à procéder à l'inscription d'office de la quote-part au budget communal.

Article 16 :

Les présents statuts seront annexés aux délibérations du conseil syndical et des conseils municipaux décidant de la modification des statuts du SIERC.



S.I.E.R.C. du VEXIN
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRICITE
et des RESEAUX de CABLES du VEXIN
6, rue Eugène Blouin
95420 MAGNY EN VEXIN

SIERC du Vexin
6 rue Eugène Blouin – 95 420 MAGNY-EN-VEXIN
Téléphone : 01 34 67 29 76 – Télécopie : 01 34 67 17 60

6

007-α

Préfecture des Yvelines

78-2021-07-22-00004

Arrêté inter-préfectoral portant adhésion de la
Communauté d Agglomération Versailles Grand
Parc à HYDREAULYS au titre des compétences
GEMAPI et assainissement
et modification des statuts dudit syndicat

**Arrêté inter-préfectoral n°
portant adhésion de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc
à HYDREAULYS au titre des compétences GEMAPI et assainissement
et modification des statuts dudit syndicat**

Le Préfet des Hauts-de-Seine
Chevalier de l'Ordre National du mérite

Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

Vu la loi du 7 août 2015 modifiée portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-18 et L.5211-20 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent HOTTIAUX en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu l'arrêté PCI n°2020-148 du 21 décembre 2020 portant délégation de signature à M. Vincent BERTON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

Vu le décret n°25 du 4 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Jacques BROT, Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté n°78-2021-02-05-003 du 5 février 2021 portant délégation de signature à M. Etienne DESPLANQUES, Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2016144-0010 du 23 mai 2016 portant fusion du Syndicat Mixte d'Assainissement de la Région Ouest de Versailles (SMAROV) et du Syndicat Mixte d'Assainissement de la Vallée du Ru de Marivel (SIAVRM), en un syndicat dénommé HYDREAULYS comprenant les communes de Bailly, Bois-d'Arcy, le Chesnay, Fontenay-le-Fleury, Rocquencourt, Saint-Cyr-l'École, Vélizy-Villacoublay, Versailles, Viroflay, Saint-Quentin-en-Yvelines Communauté d'Agglomération en représentation-substitution des communes de Montigny-le-Bretonneux et Trappes, et l'Établissement Public Territorial « Grand Paris Seine Ouest » pour les communes de Chaville, Marnes-La-Coquette, Sèvres et Ville-d'Avray ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2016147-0001 du 26 mai 2016 constatant le retrait de droit des communes de Montigny-le-Bretonneux et de Trappes du syndicat HYDREAULYS ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2016349-0006 du 14 décembre 2016 portant adhésion de Saint-Quentin-en-Yvelines à HYDREAULYS et modification des statuts dudit syndicat ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2017144-0006 du 24 mai 2017 portant adhésion de la commune de Louveciennes à HYDREAULYS ;

Tél. : 01.39.49.78.00
mél: pref-circl-intercommunalité@yvelines.gouv.fr
Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78 010 Versailles Cedex

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2017300-0007 du 27 octobre 2017 portant adhésion des communes de Bailly, du Chesnay, de Fontenay-le-Fleury et de Saint-Cyr-l'École à HYDREAULYS au titre de la compétence facultative « assainissement communal » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2018-11-29-005 du 29 novembre 2018 portant création de la commune nouvelle « le Chesnay-Rocquencourt » par fusion des communes du Chesnay et de Rocquencourt ;

Vu l'arrêté n°78-2019-05-15-001 du 15 mai 2019 portant fusion du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien du Ru de Gally (SMAERG), du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Val de Gally Ouest (SIAVGO) et d'HYDREAULYS ;

Vu l'arrêté n°78-2019-05-23-003 du 23 mai 2019 rectifiant l'arrêté n°78-2019-05-15-001 portant fusion du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien du Ru de Gally (SMAERG), du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Val de Gally Ouest (SIAVGO) et d'HYDREAULYS ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°78-2020-04-02-008 du 2 avril 2020 constatant la représentation-substitution des Communautés d'Agglomération Saint-Germain Bouclés de Seine et Versailles Grand Parc à leurs communes membres au sein d'HYDREAULYS pour la compétence « assainissement » ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°78-2020-10-05-015 du 5 octobre 2020 portant modification des statuts d'HYDREAULYS portant notamment sur l'exercice de la compétence GEMAPI (4 missions) ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc du 3 mars 2020 demandant à adhérer à HYDREAULYS au titre de la compétence GEMAPI pour la totalité du bassin versant du ru de Gally compris sur son territoire, et à adhérer au titre de la compétence assainissement (Transport et Traitement) pour le quartier du Petit Beauregard de la commune de la Celle-Saint-Cloud déjà relié à la station d'épuration Carré de Réunion ;

Vu la délibération du comité syndical d'HYDREAULYS du 24 septembre 2020 approuvant ces demandes d'adhésion et la modification des statuts dudit syndicat ;

Vu les délibérations favorables des conseils communautaires des communautés d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines du 17 décembre 2020, Versailles Grand Parc du 1er décembre 2020, Saint-Germain Boucles de Seine du 10 décembre 2020, de la communauté de communes Gally-Mauldre du 16 décembre 2020 et du conseil municipal de Saint-Nom la Bretèche du 26 janvier 2021 sur l'adhésion de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc pour les deux compétences et la modification des statuts d'HYDREAULYS ;

Considérant les avis réputés favorables des conseils communautaires de la communauté de communes Cœur d'Yvelines, du conseil de territoire de l'EPT Grand Paris Seine Ouest en l'absence de délibérations prises dans le délai des trois mois conformément aux dispositions des articles L.5211-18 et L.5211-20 du CGCT ;

Considérant que les conditions prescrites par le Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies ;

Sur proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures des Hauts-de-Seine et des Yvelines,

Arrêtent :

Article 1er : La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc est autorisée à adhérer à HYDREAULYS au titre de la compétence GEMAPI, telle qu'elle a été définie dans l'arrêté n°78-2020-10-05-015 du 5 octobre 2020 (soit les 4 missions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement), pour la totalité du bassin versant du ru de Gally compris sur son territoire, à savoir les communes de Bailly, Bois-d'Arcy, La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Noisy-le-Roi, Rennemoulin, Saint-Cyr-l'École et Versailles.

Article 2: La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc est autorisée à adhérer à HYDREAULYS au titre de la compétence assainissement (transport et traitement) pour le quartier du Petit Beauregard de la commune de la Celle-Saint-Cloud.

Article 3 : HYDREAULYS exerce la compétence GEMAPI à la carte pour le compte des collectivités suivantes :

- la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc pour la totalité des communes du bassin versant du Ru de Gally compris sur son territoire ;
- la Communauté de Communes Gally-Mauldre, sur le territoire des communes de Crespières, Davron, Feucherolles, Saint-Nom-la-Bretèche et Chavenay, au titre de la compétence héritée du syndicat mixte d'aménagement du Ru de Gally fusionné (SMAERG) ;
- la Communauté de communes Coeur d'Yvelines, sur le territoire des communes de Beynes et Thiverval-Grignon, au titre de la compétence héritée du syndicat mixte d'aménagement du Ru de Gally fusionné (SMAERG) ;
- Saint-Quentin-en-Yvelines, sur le territoire des communes des Clayes-sous-Bois et Villepreux, au titre de la compétence héritée du syndicat mixte d'aménagement du Ru de Gally fusionné (SMAERG).

Article 4 : HYDREAULYS exerce la compétence assainissement (transport et traitement) pour le compte des collectivités suivantes :

En matière de Transport :

- la CA Versailles Grand Parc pour les communes de Bailly, Bois d'Arcy, La Celle-Saint-Cloud (quartier du Petit Beauregard), Le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Noisy-le-Roi, Saint-Cyr-l'École, Vélizy-Villacoublay, Viroflay et Versailles ;
- Saint-Quentin-en-Yvelines pour les communes de Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Elancourt, Voisins-le-Bretonneux, Guyancourt, Magny-les-Hameaux (Magny-Mérançais), les Clayes-sous-Bois et Villepreux ;
- l'EPT Grand Paris Seine Ouest pour les communes de Chaville, Marnes-la-Coquette, Sèvres et Ville-d'Avray ;
- la CA Saint-Germain Boucles de Seine pour la commune de Louveciennes ;
- la commune de Saint-Nom-la-Bretèche.

En matière de Traitement :

- la CAVGP pour les communes de Bailly, Bois-d'Arcy, La Celle-Saint-Cloud (quartier du Petit Beauregard), Le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Noisy-le-Roi, Saint-Cyr-l'École, et Versailles ;
- Saint-Quentin-en-Yvelines pour les communes de Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Elancourt, les Clayes-sous-Bois et Villepreux ;
- la CA Saint-Germain Boucles de Seine pour la commune de Louveciennes ;
- la commune de Saint-Nom-la-Bretèche.

Article 5 : Le tableau récapitulatif la représentation des adhérents au syndicat par compétence et les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

Article 6 : En application des dispositions des articles R.312-1, R.421-1 et R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures des Hauts-de-Seine et des Yvelines, le Sous-Préfet de Saint-Germain-en-Laye, les Présidents d'HYDREAULYS, des Communautés d'Agglomération Versailles Grand Parc, Saint-Quentin-en-Yvelines et Saint-Germain Boucles de Seine, des Communautés de Communes Gally-Mauldre et Cœur d'Yvelines et de l'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest, les maires des communes concernées, les Directeurs Départementaux des Finances Publiques des Hauts-de-Seine et des Yvelines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

Versailles, le 22 JUL. 2021

Le Préfet des Hauts-de-Seine,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Vincent BERTON

Le Préfet des Yvelines,

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

Tableau récapitulatif la représentation des adhérents au syndicat par compétence (annexé à l'arrêté)						
Collectivités membres d'HYDREAULYS	Assainissement communal 4.1	Transport 4.2	Traitement 4.3	GEMAPI 4.4	Délégués	
Saint-Nom-la-Bretèche		X	X		1	
SQY						
Montigny-le-Bretonneux		X	X		15	
Trappes		X	X			
Élancourt		X	X			
Voisins-le-Bretonneux		X	X			
Guyancourt		X				
Magny-les-Hameaux (Magny-Mérançais)		X				
Les Clayes-sous-Bois		X	X	X		
Villepreux		X	X	X		
EPT GPSO						
Chaville		X				
Marnes-la-Coquette		X				
Sèvres		X				
Ville-d'Avray		X				
CAVGP						
Bailly	X	X	X	X		15
Fontenay-le-Fleury	X	X	X	X		
Le Chesnay-Rocquencourt	X	X	X	X		
Saint-Cyr-l'Ecole	X	X	X	X		
Versailles		X	X	X		
Bois-d'Arcy		X	X	X		
Noisy-le-Roi		X	X	X		
Vélizy-Villacoublay		X	X	X		
Viroflay		X				
Rennemoulin		X		X		
La Celle Saint-Cloud		X (quartier Petit Beau regard)	X (quartier Petit Beau regard)	X		
CGGally/Mauldre						
Cresprières				X	4	
Davron				X		
Feucherolles				X		
Saint-Nom-la-Bretèche				X		
Chavenay				X		

Collectivités membres d'HYDREAULYS	Assainissement communal 4.1	Transport (4.2)	Traitement 4.3	GEMAPI 4.4	Délégués
CC Coeur d'Yvelines					
Thiverval-Grignon				X	1
Beynes				X	
CASGBS					
Louveciennes		X	X		1
Total des votants					43



HYDREAULYS

**Projet de statuts
du syndicat mixte
HYDREAULYS**

PREAMBULE

HYDREAULYS est issu d'une première fusion entre le SMAROV (Syndicat mixte d'assainissement de la région ouest de Versailles) et le SIAVRM (Syndicat Intercommunal de la vallée du ru de Marivel) en 2016.

Une seconde fusion est intervenue en juin 2019 avec le SMAERG (Syndicat mixte d'aménagement et d'entretien du ru de Gally) et le SIAVGO (Syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Gally Ouest).

Conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite « loi MAPTAM » et à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite « loi NOTRe », les transferts obligatoires de la compétence GEMAPI aux EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2018 puis de la compétence assainissement au 1er janvier 2020 conduisent HYDREAULYS à proposer le présent projet de statuts.

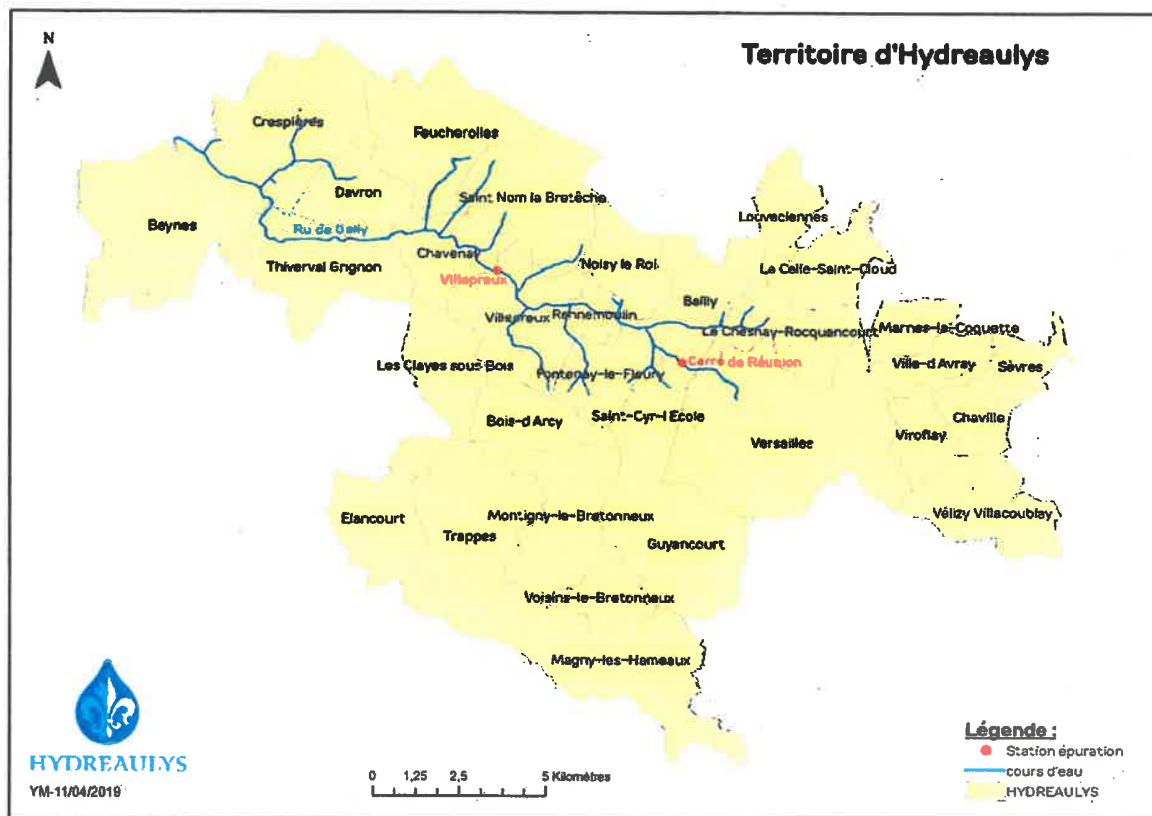
Par ailleurs, la logique environnementale du cycle de l'eau tend à se positionner sur une échelle hydrographique pertinente dépassant les limites administratives des EPCI à fiscalité propre.

HYDREAULYS a pour objet l'exercice des compétences transférées des communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et Etablissement Public Territorial (EPT) adhérents dans les limites territoriales définies à l'article 3.

HYDREAULYS syndicat mixte fermé, exerce pour ses adhérents au titre de l'assainissement et de la GEMAPI les compétences « à la carte » suivantes :

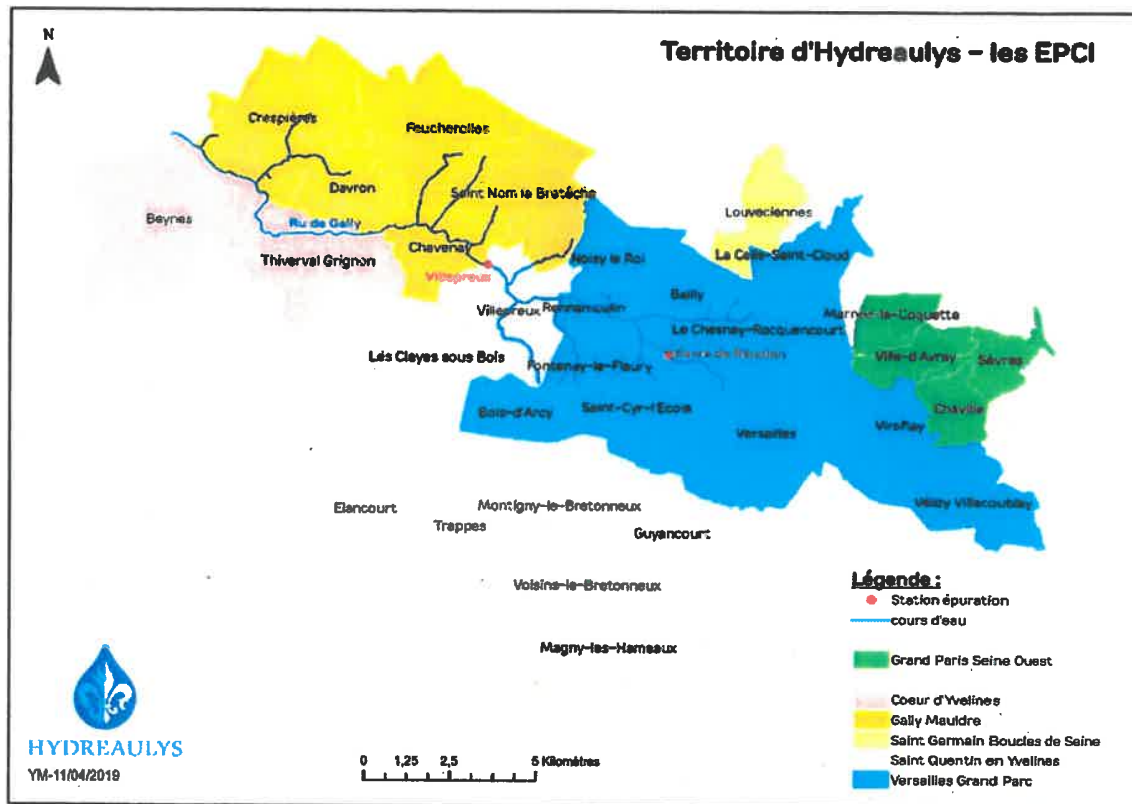
- Assainissement communal
- Transport
- Traitement
- GEMAPI

HYDREAULYS comprend 31 communes pour une population de 470 000 habitants.



Le territoire d'HYDREAULYS recoupe tout ou partie du territoire de cinq EPCI à fiscalité propre et d'un EPT sur les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine :

- La Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc (11 communes sur 19),
- La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (8 communes sur 12),
- La Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine (1 commune sur 20),
- La Communauté de communes Cœur d'Yvelines (2 communes sur 31),
- La Communauté de communes Gally-Mauldre (5 communes sur 11),
- L'Établissement public territorial Grand Paris Seine-Ouest (4 communes sur 8)



TITRE I : Dispositions générales

Article 1 : Dénomination, nature et siège de l'Établissement

Par application des dispositions des articles L.5212-16 et L.5711-1 du code général des collectivités territoriales (ci-après, « CGCT »), est constitué un syndicat mixte fermé à la carte, dénommé **HYDREAULYS**.

Le siège est fixé au 12 rue Mansart, 78000 VERSAILLES.

Article 2 : Durée de l'Établissement

HYDREAULYS est constitué pour une durée illimitée.

Article 3 : Périmètre

HYDREAULYS couvre tout ou partie du territoire des 31 communes suivantes :

1. Bailly	2. Beynes
3. Bois-d'Arcy	4. Chavenay
5. Chaville	6. Crespières
7. Davron	8. Elancourt
9. Feucherolles	10. Fontenay-le-Fleury
11. Guyancourt	12. La Celle-Saint-Cloud
13. Le Chesnay-Rocquencourt	14. Les Clayes-sous-Bois
15. Louveciennes	16. Magny-les-Hameaux
17. Marnes-la-Coquette	18. Montigny-le-Bretonneux
19. Noisy-le-Roi	20. Rennemoulin
21. Saint-Cyr-l'Ecole	22. Saint-Nom-la-Bretèche
23. Sèvres	24. Thiverval-Grignon
25. Trappes	26. Vélizy-Villacoublay
27. Versailles	28. Ville d'Avray
29. Villepreux	30. Viroflay
31. Voisins-le-Bretonneux	

Les EPCI à fiscalité propre et Etablissement Public Territorial listés qui ont adhéré au syndicat et lui ont délégué ou transféré tout ou partie des compétences qu'il est habilité à exercer sont listés ci-dessous. Ils en constituent « les adhérents » au sens des présents statuts :

- **La Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine** pour le territoire de la commune de Louveciennes ;
- **L'Etablissement public territorial Grand Paris Seine Ouest** pour le territoire des communes de Chaville, Marnes la Coquette, Sèvres et Ville d'Avray ;
- **La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines** pour les communes de Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Elancourt, Voisins-le-Bretonneux, Guyancourt, Les Clayes-sous-Bois, Villepreux et Magny-les-Hameaux ;
- **La Communauté de communes Gally-Mauldre** pour les communes de Crespières, Davron, Feucherolles, Saint-Nom-la-Bretèche (exerçant également en propre la compétence assainissement) et Chavenay ;
- **La Communauté de communes Cœur d'Yvelines** pour les communes de Thiverval-Grignon et Beynes ;
- **La Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc** pour les communes de Bailly, Fontenay-le-Fleury, La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay-Rocquencourt, Noisy-le-Roi, Rennemoulin, Saint-Cyr-l'Ecole, Versailles, Bois-d'Arcy, Vélizy-Villacoublay, Viroflay.

Article 4 : Les compétences

Etant à la carte, le syndicat exerce, au lieu et place de ses adhérents, les compétences visées aux articles 4.1 à 4.4.

Article 4.1 ASSAINISSEMENT COMMUNAL

Le syndicat exerce, en lieu et place de ses adhérents qui la lui ont confiée, la compétence « Assainissement communal » comprenant la collecte des eaux usées et des eaux pluviales urbaines et l'assainissement non collectif.

- Etudes
- Travaux
- Entretien et exploitation des réseaux

Article 4.2 TRANSPORT intercommunal assainissement

→ Etude, travaux, entretien et exploitation des :

➤ Collecteurs de transport et ouvrages d'assainissement intercommunaux :

- Collecteurs de transport destinés à assurer le transport jusqu'aux stations d'épuration Carré de Réunion et Villepreux.
- Collecteurs de transport et ouvrages suivant sensiblement l'axe constitué par la RD 10 puis RD 910 entre la place Louis XIV à Versailles (à l'amont) et le pont de Sèvres (à l'aval) à l'exception de l'ancien Ru de Marivel hors du champ de compétences du syndicat.
- Collecteurs de transport et ouvrages entre le croisement des rues de Jouy, du Pavé de Meudon et avenue Gaston Boissier à Chaville (à l'amont) et l'avenue Roger Salengro à Chaville (à l'aval).
- Collecteurs et ouvrages suivant la RD 407, depuis la limite des communes de Marnes-la-Coquette et Ville d'Avray (à l'amont) jusqu'à la Grande Rue à Sèvres (à l'aval).
- Gestion de l'ouvrage de stockage-restitution de Sèvres.
- Tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement des collecteurs intercommunaux de transport (bassins, postes...).
- Collecte des particuliers à titre dérogatoire sur son réseau de transport.

Article 4.3 TRAITEMENT assainissement

→ Etude, travaux, entretien et exploitation des :

- Stations d'épuration destinées à assurer le traitement des eaux usées (et pluviales urbaines en cas de réseaux unitaires) qui se déversent dans le bassin versant du ru de Gally (STEP Carré de Réunion et STEP de Villepreux).
- Equipements nécessaires au bon fonctionnement des stations d'épuration, ainsi qu'au respect de la réglementation relative à l'assainissement des eaux usées et pluviales urbaines.
- Ouvrages futurs de traitement des eaux usées et pluviales urbaines dont la réalisation sera décidée par le comité syndical.

Article 4.4 GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations), sur le bassin versant du ru de Gally

Conformément à l'article L. 211-7 du code de l'environnement, et à défaut d'accord pour mettre en place un syndicat unique sur l'ensemble du bassin de la Mauldre, HYDREAULYS est compétent, sur le bassin versant du ru de Gally compris entre Versailles et Beynes, pour :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; (GEMA + PI)
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau ; (GEMA)
- 5° La défense contre les inondations ; (PI)
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines. (GEMA)

Article 4.5 Activités complémentaires

Le syndicat peut, à la demande d'un adhérent, d'une autre collectivité ou d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, réaliser des missions et prestations se rattachant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci. Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

Par ailleurs, le syndicat peut assurer la mission de coordonnateur de maîtrise d'ouvrage, dans les conditions prévues par le code de la commande publique, pour les opérations, travaux ou services, réalisés conjointement par plusieurs maîtres d'ouvrage.

Le syndicat peut également assurer les missions qui lui seraient confiées par un maître d'ouvrage dans les conditions prévues par ce même code.

Il peut également assurer la mission de coordonnateur de groupement de commandes pour toute catégorie de commande publique.

Article 5 : Dispositions financières

Article 5.1 : Dénomination du receveur

Les fonctions de comptable du syndicat sont exercées par le receveur de Versailles.

Article 5.2 : Les dépenses

HYDREAULYS pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions et notamment aux dépenses suivantes :

- Etudes de projet ;
- Exécution des travaux ;
- Entretien des ouvrages existants et futurs ;
- Traitement du personnel nécessaire au fonctionnement d'HYDREAULYS et à la surveillance des travaux ;
- Frais de fonctionnement.

Article 5.3 : Les recettes

Conformément à l'article L. 5212-19 du CGCT, les recettes du syndicat comprennent :

- La contribution des adhérents ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- Le produit des emprunts ;
- Des redevances qui peuvent être différenciées selon les bassins de collecte et les compétences.

Les collectivités adhérentes ne sont redevables qu'au financement des compétences qu'elles ont transférées.

Une délibération fixe une clé de répartition des charges communes fondée sur des critères objectifs.

TITRE II : LES INSTANCES

Article 6 : Le Comité

Le Comité syndical (« Comité ») est composé de délégués élus par ses adhérents et chargé de l'administration du syndicat, conformément à l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il peut donner délégation au Président et au Bureau pour le règlement de certaines affaires dans la limite fixée par l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6.1 : Composition du Comité

Adhérents au syndicat	Assainissement communal 4.1	Transport 4.2	Traitement 4.3	GEMAPI 4.4	Délégués
SQY (Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Élancourt, Voisins-le-Bretonneux, Guyancourt, Magny-lès-Hameaux, Les Clayes-sous-Bois, Villepreux)		X			15
SQY (Les Clayes-sous-Bois, Élancourt, Montigny-le-Bretonneux, Trappes, Villepreux)			X		
SQY (Les Clayes-sous-Bois, Villepreux)				X	
GPSO (Chaville, Marnes la Coquette, Sèvres, Ville d'Avray)		X			6
VGP (Bailly, Bois d'Arcy, La Celle Saint-Cloud, Le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Noisy-le-Roi, Rennemoulin, Saint-Cyr-l'Ecole, Versailles)				X	15
VGP (Bailly, le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Saint-Cyr-l'Ecole,)	X				
VGP (Bailly, Bois d'Arcy, La Celle Saint-Cloud, Le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Noisy-le-Roi, Saint-Cyr-l'Ecole, Vélizy-Villacoublay, Viroflay, Versailles)		X			
VGP (Bailly, Bois d'Arcy, La Celle Saint-Cloud, le Chesnay-Rocquencourt, Fontenay-le-Fleury, Noisy-le-Roi, Saint-Cyr-l'Ecole, Versailles)			X		
Saint-Nom-la-Bretèche		X	X		1
GALLY-MAULDRE (Cresprières, Chavenay, Davron, Feucherolles, Saint-Nom-la-Bretèche)				X	4
CŒUR D'YVELINES (Thiverval-Grignon, Beynes)				X	1
SGBS (Louveciennes)		X	X		1
Total des votants					43

La représentation des délégués titulaires est établie selon les modalités suivantes :

- Pour les EPCI et EPT, la représentation est fonction de la population des communes membres au titre de la ou des compétences exercée(s) de l'EPCI/EPT adhérent :

- A partir de 100 000 habitants : 15 délégués
- Entre 50 000 et 99 999 habitants : 6 délégués
- Entre 10 000 et 49 999 habitants : 4 délégués
- - de 10 000 habitants : 1 délégué

- Pour chaque commune dont la (ou les compétences) n'est (ne sont) pas exercée(s) par l'EPCI/EPT

- 1 délégué par commune

Il est désigné autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. Les délégués suppléants sont appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du délégué titulaire.

En cas d'empêchement du délégué suppléant, il peut être donné pouvoir à un autre délégué titulaire. Un délégué titulaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas exceptionnel, les pouvoirs doivent être renouvelés à chaque absence.

Le mandat des délégués est lié à celui de l'organe délibérant qui les a désignés. Ce mandat expire lors de l'installation des nouveaux délégués au comité syndical, désignés à la suite du renouvellement des assemblées.

Les dispositions précitées ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste du mandat, au remplacement, par un adhérent, de ses délégués par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Article 6.2 : Compétences du Comité

Le Comité règle par ses délibérations, et conformément aux dispositions du CGCT, toutes les affaires relevant des compétences du syndicat énumérées aux articles 4.1 à 4.4.

Article 6.3: Fonctionnement du Comité

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT, chaque adhérent, représenté par l'ensemble des délégués qu'il a désignés, vote pour les affaires concernant la ou les compétence(s) qu'il a transférée(s).

L'ensemble des délégués vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les adhérents notamment l'élection du Président et des membres du bureau ainsi que les décisions relatives aux modifications statutaires.

Le Comité ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses délégués en exercice est présente.

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés dans le respect des règles du quorum. En cas de partage égal des voix, et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante conformément à l'article L.2121-20 du CGCT.

Dans l'hypothèse où le Président ou tout délégué du Comité est intéressé en son nom personnel par une affaire mise en délibération, il ne doit pas prendre part à son vote conformément à l'article L.2131-1 du CGCT.

Si, après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Comité est à nouveau convoqué à au moins trois (3) jours d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Les séances sont présidées par le Président du Comité, ou en cas d'empêchement, par un Vice-Président pris dans l'ordre du tableau.

Le Président prend part à tous les votes sauf pour l'adoption de son compte administratif et lorsqu'il est intéressé à l'affaire mise en délibération.

Article 6.3: Réunions du Comité

Le Comité se réunit, sur convocation de son Président, au moins une (1) fois par trimestre ou sur la demande du tiers de ses délégués.

Il se réunit au siège du syndicat ou dans un lieu choisi par le Comité sur le territoire de l'un de ses adhérents.

Le Président fixe l'ordre du jour et le communique aux délégués.

Dans le cas où la séance se tient sur demande d'un tiers des délégués du Comité, le Président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Une note de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée aux délégués du Comité cinq (5) jours francs au moins avant la réunion.

Article 6.4 : Règlement Intérieur

Un règlement intérieur adopté par une délibération du Comité fixe les dispositions relatives au fonctionnement du Comité.

Article 7 : Le Bureau syndical

Article 7.1 : Composition du Bureau syndical

Le Comité désigne, en son sein, un Bureau syndical (« Bureau ») composé d'un Président et de Vice-présidents conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, ainsi qu'éventuellement d'autres membres.

Article 7.2 : Fonctionnement du Bureau syndical

En cas de carence du Président, pour quelque cause que ce soit, la présidence est assurée par un Vice-président dans l'ordre du tableau des Vice-présidents.

En cas de décès, démission ou empêchement définitif du Président, le Comité procède à l'élection de l'ensemble du Bureau.

L'élection des Vice-présidents s'effectue à la majorité absolue des suffrages exprimés et à bulletin secret.

Le Président rend compte, lors du Comité suivant, des décisions exercées par lui-même ou par le Bureau, par voie de délégation.

Article 7.3 : Compétences du Bureau syndical

Le Bureau propose les orientations stratégiques de l'évolution et du fonctionnement de la structure en ce qui concerne l'exercice des compétences transférées et de sa gestion administrative courante.

Il valide les ordres du jour proposés par le Président.

Le Comité peut déléguer au Bureau une partie de ses attributions conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT à l'exception :

- Du vote du budget du syndicat et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;

- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;
- De l'adhésion du syndicat à un établissement public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public.

Chaque fois que le Bureau exerce par délégation une attribution dévolue par principe au Comité, il est soumis aux dispositions applicables au Comité concernant notamment les convocations, les conditions de quorum, les pouvoirs, l'ordre et la tenue des séances, la majorité requise pour l'adoption des délibérations, les modes de scrutin et les conditions d'acquisition du caractère exécutoire des délibérations.

Une délibération du Comité doit être préalablement adoptée concernant les attributions déléguées au Bureau.

Le Président rend compte, lors du comité suivant, des attributions exercées par lui-même ou par le bureau, par délégation.

Article 8 : Le Président

Le Président est l'organe exécutif du syndicat.

Le Président est élu par le Comité selon les règles fixées par le CGCT.

Le Président prépare et exécute les délibérations du comité et les décisions du Bureau. Il est l'ordonnateur des dépenses, prescrit l'exécution des recettes d'HYDREAULYS et le représente en justice (article L.5211-9 du CGCT).

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer l'exercice d'une partie de ses fonctions et donner délégations de signature dans les conditions prévues à l'article L.5211-9 du CGCT.

Tous les délégués prennent part à son élection.

Le Président prend part à tous les votes, sauf en cas d'application des articles L.2121-14 (Compte Administratif) et L.2131-11 (intéressé à la délibération) du CGCT.

Article 9 : Les comités consultatifs et commissions de travail

Le Comité peut former pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences « à la carte » des commissions chargées d'étudier et de préparer les décisions.

Le Comité peut en outre créer des comités consultatifs sur toutes les affaires relevant de sa compétence sur tout ou partie de son territoire.

Les comités peuvent être consultés par le Président sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité en rapport avec l'objet pour lequel ils ont été institués et ils peuvent transmettre au Président toute proposition concernant tout problème d'intérêt syndical en rapport avec le même objet.

Ils comprennent toutes personnes désignées en raison de leur représentativité ou de leur compétence sur proposition du Président, et notamment des représentants des associations locales. Ils sont présidés par un délégué du Comité désigné par le Président.

Article 10 : Transfert et reprise de compétences

Le transfert de compétences, entraîne, au profit d'HYDREAULYS et pour ses adhérents, la mise à disposition de tous les biens et moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à l'exercice des compétences concernées selon les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

Tout adhérent peut, à tout moment, transférer une ou plusieurs des compétences visées aux articles 4.1 à 4.4 des présents statuts.

Le transfert de compétence(s) s'opère par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'adhérent concerné et du Comité prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

La reprise de l'une ou de plusieurs des compétences visées aux articles 4.1 à 4.4 des présents statuts s'effectue dans les mêmes conditions. Elle n'emporte pas automatiquement retrait de l'adhérent du syndicat.

En revanche, le retrait de l'ensemble des compétences ou de la dernière des compétences confiées au syndicat emporte retrait au sens des dispositions du CGCT.

Les conséquences de la reprise de tout ou partie des compétences sont régies par les dispositions du CGCT.

Article 11 : Modifications statutaires et dissolution

Article 11.1 : Adhésion

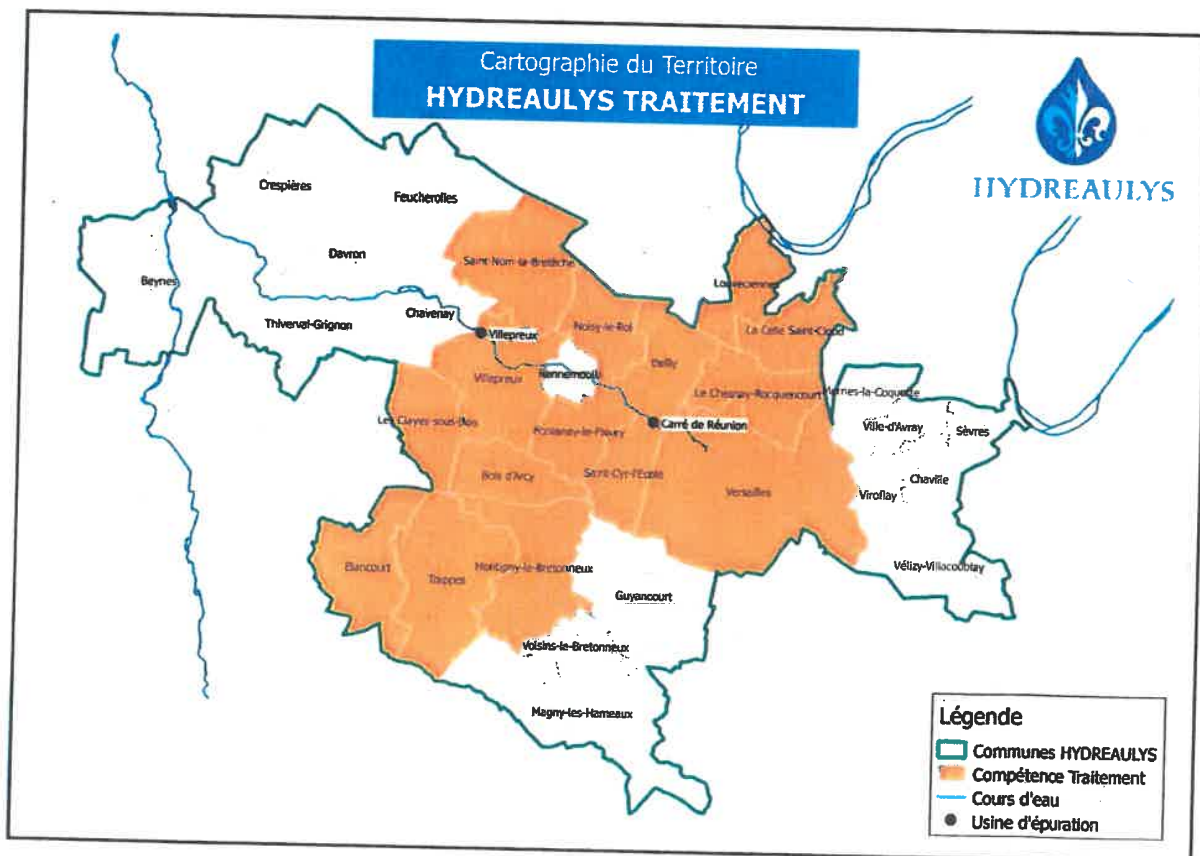
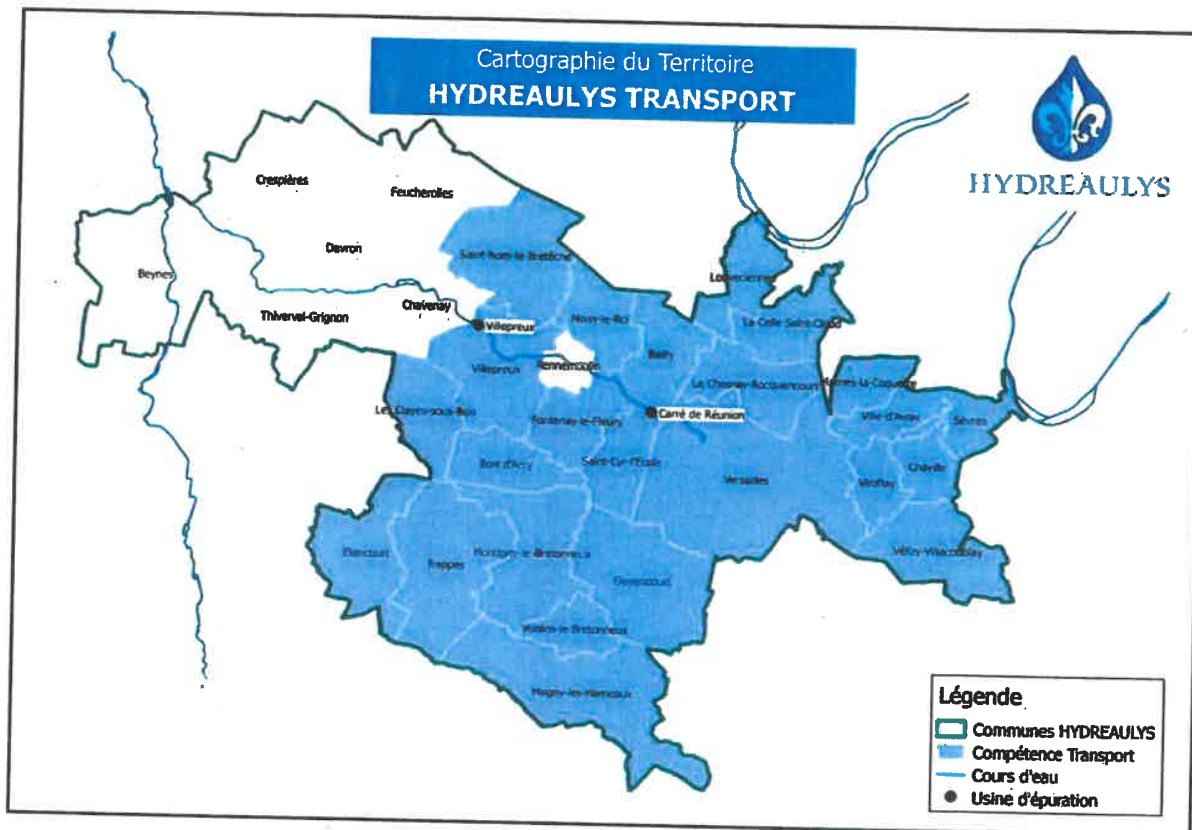
Toute commune et tout groupement de communes peut solliciter son adhésion au syndicat au titre de l'une ou de plusieurs compétences « à la carte » définies aux articles 4.1 à 4.4 dans les conditions prévues par le CGCT.

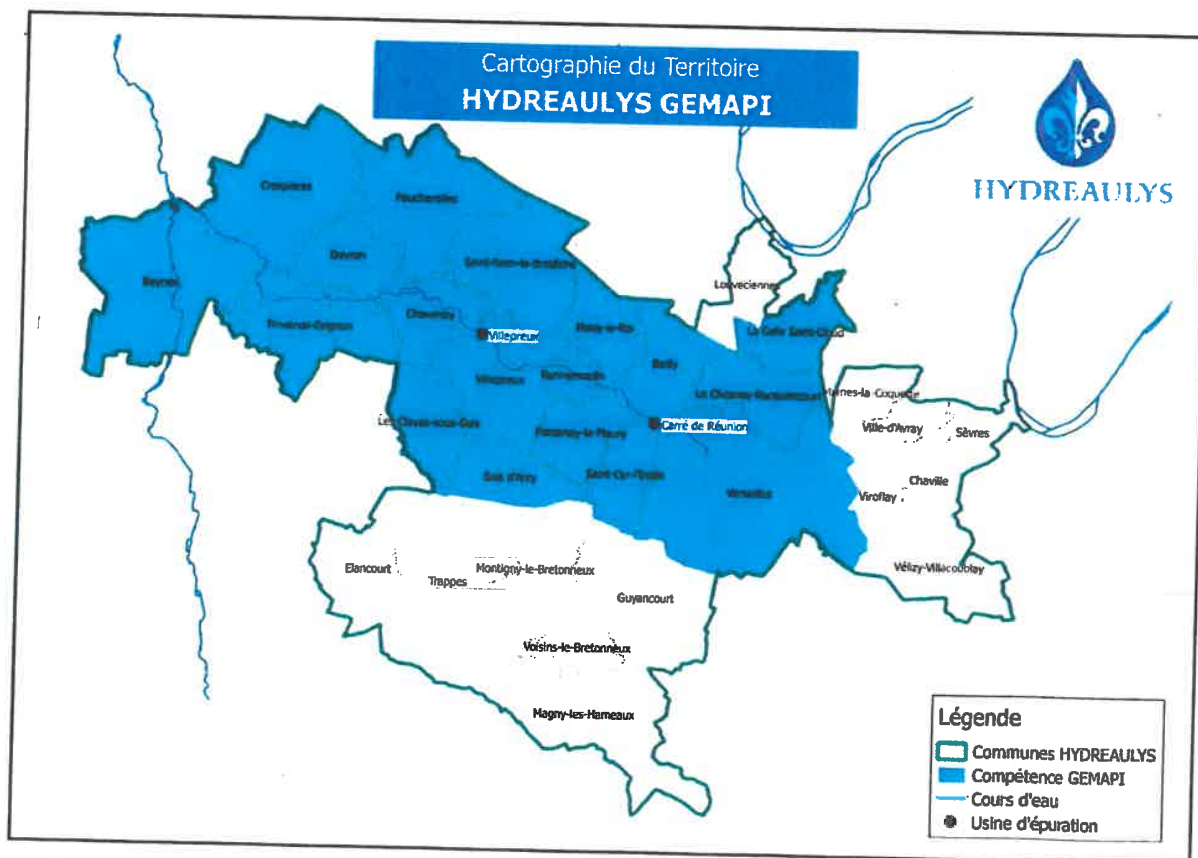
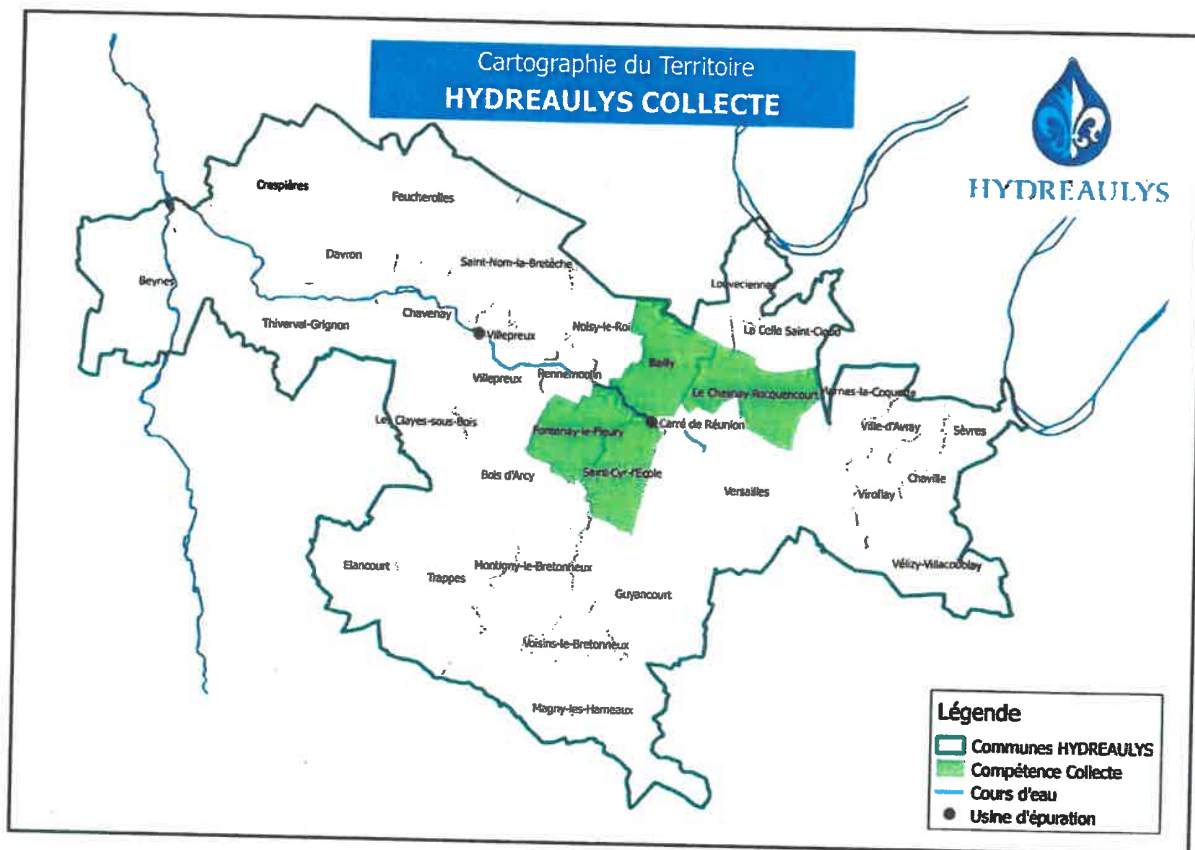
Le transfert de compétences qui résulte de l'adhésion s'opère selon les conditions définies par le CGCT.

Article 11.2: Autres modifications statutaires et dissolution

Les autres modifications statutaires et la dissolution d'HYDREAULYS, ainsi que les modalités de sa liquidation, sont prononcées dans les conditions prévues par le CGCT.

ANNEXE





Préfecture des Yvelines

78-2021-07-09-00011

Arrêté portant sur le transfert définitif des
bureaux de vote n° 7 et 8 du Pecq



Arrêté n°

**portant modification de l'arrêté n° 78-2019-07-29-026 du 29 juillet 2019
relatif aux bureaux de vote de la commune du Pecq**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment son article R 40 ;

Vu l'arrêté n° 78-2019-07-29-026 du 29 juillet 2019 instituant les bureaux de vote de la commune du Pecq ;

Vu la demande formulée par le maire du Pecq en date du 28 juin 2021 portant sur le transfert définitif des bureaux de vote n° 7 et 8 de la commune ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté n° 78-2019-07-29-026 du 29 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :

Bureau de vote n° 7	Gymnase Villeneuve – 3, boulevard de la Libération
Bureau de vote n° 8	Gymnase Villeneuve – 3, boulevard de la Libération

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye et le maire du Pecq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **- 9 JUIL. 2021**

Le Préfet,

2
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

Préfecture des Yvelines

78-2021-07-21-00014

Arrêté portant sur le transfert définitif du bureau
de vote n° 2 de Poissy



Arrêté n°

**portant modification de l'arrêté préfectoral n° 78-2019-08-30-002 du 30 août 2019
relatif aux bureaux de vote de la commune de Poissy**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le code électoral et notamment son article R 40 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-2019-08-30-002 du 30 août 2019 relatif aux bureaux de vote de la commune de Poissy ;

Vu la demande formulée le 15 juillet 2021 par le maire de Poissy portant sur le transfert définitif du bureau de vote n° 2 de la commune, sans modification de périmètre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté n° 78-2019-08-30-002 du 30 août 2019 susvisé est modifié comme suit :

«	Bureau de vote n° 2	Espace Arnaud Beltrame	24, rue du 8 Mai 1945	»
---	---------------------	------------------------	-----------------------	---

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye et le maire de Poissy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le **21 JUIL. 2021**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La sous-Préfète, Secrétaire Générale Adjointe

Jehane BENSEDIRA

Préfecture de Police de Paris

78-2021-07-22-00005

Arrêté n°2021-00723 accordant délégation de la
signature préfectorale au sein de la direction des
ressources humaines

arrêté n°2021-00723
accordant délégation de la signature préfectorale
au sein de la direction des ressources humaines

Le préfet de police,

VU le code des communes, notamment son article L. 444-3 ;

VU le décret n° 2003-737 du 1^{er} août 2003 portant création d'un secrétariat général pour l'administration à la préfecture de police ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 77 ;

VU le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-00641 du 7 août 2009 modifié relatif à l'organisation de la préfecture de police ;

VU l'arrêté n° 61-2300 du 30 juin 1961 relatif à l'organisation du service du contrôle médical du personnel de la préfecture de police et du statut des médecins qui y sont affectés, modifié par arrêté préfectoral n°2017-00374 du 28 avril 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-01025 du 2 août 2016 modifié relatif aux missions et à l'organisation de la direction des ressources humaines ;

VU le décret du 20 mars 2019 par lequel M. Didier LALLEMENT, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde (hors classe), est nommé préfet de police (hors classe) ;

VU le décret du 16 juillet 2021 par lequel Mme Juliette TRIGNAT, administratrice civile hors classe détachée en qualité de sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture des Bouches du Rhône (classe fonctionnelle I), est nommée directrice des ressources humaines au secrétariat général pour l'administration de la préfecture de police ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Juliette TRIGNAT, directrice des ressources humaines, directement placée sous l'autorité du préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police, à l'effet de signer, au nom du préfet de police et dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions et pièces comptables, à l'exception de ceux relatifs :

- à la gestion des personnels appartenant à des corps recrutés par la voie de l'École nationale d'administration et de l'École Polytechnique ;

- à la nomination du directeur et du sous-directeur du laboratoire central, du directeur de l'institut médico-légal, de l'architecte de sécurité en chef, du médecin-chef du service de la médecine statutaire et de contrôle, du médecin-chef de l'infirmerie psychiatrique ;
- à la notation et l'évaluation des personnels qui n'appartiennent pas aux services de gestion administrative et financière placés sous son autorité directe ;
- aux propositions de sanction adressées à l'administration centrale et aux décisions de sanctions.

En outre, délégation est également donnée à Mme Juliette TRIGNAT pour l'ordonnancement de la paye des agents administratifs et techniques du ministère de l'intérieur affectés dans les unités de la région de gendarmerie d'Île-de-France situées dans le ressort du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité de Paris, et pour les décisions de sanctions à l'encontre des adjoints de sécurité affectés dans le ressort du S.G.A.M.I. de la zone de défense et de sécurité de Paris.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Juliette TRIGNAT, la délégation qui lui est consentie à l'article 1^{er} est exercée par M. Pascal LE BORGNE, inspecteur général de la police nationale, directeur adjoint des ressources humaines.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Juliette TRIGNAT et de M. Pascal LE BORGNE, la délégation qui leur est respectivement consentie aux articles 1 et 2 est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- Mme Fabienne DECOTTIGNIES, administratrice civile hors classe, sous-directrice des personnels ;
- Mme Aurore LE BONNEC, directrice d'hôpital hors classe, sous-directrice de l'action sociale ;
- Mme Marie-Astrid CÉDÉ, commissaire général de la police nationale, sous-directrice de la formation ;
- M. Charles MIRMAN, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du service de la modernisation et de la performance.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Juliette TRIGNAT et de M. Pascal LE BORGNE, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par M. Claude DUFOUR, médecin-chef, chef du service de la médecine statutaire et de contrôle, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Laurent SUIRE et M. Jamil KASSEM, médecins-chefs adjoints, directement placés sous l'autorité de M. Claude DUFOUR, par Mme Séverine FOURNIER secrétaire administrative de classe normale, responsable administratif du service.

Délégation est donnée, dans l'application informatique financière de l'État « Chorus Formulaire », aux fins de certification du service fait, aux agents ci-après désignés, dans la limite de leurs attributions respectives :

- Mme Séverine FOURNIER, secrétaire administrative de classe normale, responsable administratif du service ;
- Mme Lydia MILASEVIC, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe, secrétariat du médecin.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne DECOTTIGNIES, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- Mme Myriam LEHEILLEIX administratrice civile hors classe, adjointe à la sous-directrice des personnels ;
- M. Jean-Baptiste CONSTANT, sous-préfet détaché dans le corps des administrateurs civils, chef du service de gestion des personnels de la police nationale et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Sébastien CREUSOT, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint au chef de service ;
- M. Jean GOUJON, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du service de gestion des personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Benoît BRASSART, attaché d'administration de l'Etat, adjoint au chef de service et chef du bureau du dialogue social et des affaires statutaires, indemnitaires et disciplinaires ;
- Mme Suzy GAPPA, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du service du pilotage et de la prospective.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Astrid CÉDÉ, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. Patrice RIVIERE, commissaire de police, adjoint de la sous-directrice de la formation, et, dans la limite de leurs attributions respectives, par M. Nicolas NÈGRE, commandant divisionnaire fonctionnel, chef du département des formations et M. Jean-François DUVAL, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du département de la gestion des ressources et des stages.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurore LE BONNEC, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Catherine QUINGUÉ-BOPPE, administratrice civile hors classe, adjointe à la sous-directrice de l'action sociale.

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles MIRMAN, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Sylvie GOUNOU, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du service de la modernisation et de la performance.

Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Baptiste CONSTANT et de M. Sébastien CREUSOT, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- Mme Chrystèle TABEL-LACAZE, commandant divisionnaire fonctionnel, cheffe du bureau de la gestion des carrières des commissaires et officiers de police, et Mme LATOUR Ingrid, commandant de police, adjointe à la cheffe de bureau ;
- Mme Nathalie BERGET, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau de la gestion des carrières des gradés, gardiens de la paix et adjoints de sécurité, Mme Isabelle SOBUCKI, attachée d'administration de l'État, et Mme Julia ALVES, commandant de police, adjointes à la cheffe de bureau de la gestion des carrières des gradés, gardiens de la paix et adjoints de sécurité, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Virginie BOURDILLAT, secrétaire administrative de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe de la section avancement du CEA et Mme Sonia BAZIN, cheffe de la section des adjoints de sécurité, Mme Véronique TRESOR, cheffe de la section des positions statutaires du CEA, Mme Olga VAYABOURG, cheffe de la section des mutations du CEA, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Mme Delphine FAUCHEUX, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau du dialogue social, des affaires disciplinaires et médicales et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Véronique CANOPE, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe de

bureau, Mme Tahia BOINA, secrétaire administrative de classe normale, chargée de mission «affaires transversales», Mme Anne-Sophie VAUCOURT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe de la section «dialogue social», Mme Elisabeth LAFONT, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, adjointe à la cheffe de la section « dialogue social » et Mme Mylène DAUBERTON-MERI, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe de la section « affaires médico-administratives » ;

- Mme Bernadette GLATIGNY, conseillère d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, cheffe du bureau des rémunérations et des pensions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Magalie BECHONNET, attachée principale d'administration de l'État, adjointe à la cheffe de bureau, Mme Gaëlle FRETE et M. Driss JAWAD, attachés d'administration de l'état, respectivement adjointe en charge du pôle rémunérations de Versailles et adjoint en charge des affaires transversales et indemnitaires, ainsi que par Mme Émilie MAFRAN, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gaëlle FRETE, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par M. Laurent LEBRUN, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Corinne PARMENTIER et Mme Mylène PAILLET, secrétaires administratives de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer et par Mme Sylvie LEBESLOUR et Mme Béatrice TIPREZ, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emilie MAFRAN, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Martine GRZESKOWIAK, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ;

- Mme Marie-Laure MAILHEBIAU, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau des réserves.

Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean GOUJON et de M. Benoît BRASSART, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- M. Camille TERRIER, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef du bureau du dialogue social et des affaires statutaires, indemnitaires et disciplinaires ;
- Mme Marie-France BOUSCAILLOU, attachée hors classe d'administration de l'État, cheffe du bureau de la gestion des carrières des personnels administratifs et des auxiliaires de bureau, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Moussa KHALFOUN, attaché d'administration de l'Etat, adjoint à la cheffe de bureau, et, pour signer les états de service, Mme Fata NIANGADO, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Mme Murielle DESPRAT, secrétaire administratif de classe normale ;
- Mme Isabelle BERAUD attachée d'administration hors classe de l'État, cheffe du bureau de gestion des personnels contractuels, et en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Catherine CHHUN, secrétaire administrative de classe normale et Mme Steffy GUERCY, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Mme Marie-Claude LAROMANIERE, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau des personnels administratifs et techniques de la gendarmerie nationale, et M. Eric REOL, secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint à la cheffe de bureau ;
- Mme Laila FELLAK, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau de la gestion des carrières des personnels techniques, scientifiques, spécialisés, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Anaïs NEYRAT, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe de bureau, et, pour signer les états de service, Mme Ilham AMSSAOU, secrétaire administrative de classe normale, et Mme Gabrielle RAFFA secrétaire administrative de classe

normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Khalilou WAGUE, secrétaire administratif de classe normale et Mme Martine POIRIER, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe ;

- Mme Yamina BOUSALAH, attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau des rémunérations et des pensions et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Dimitri WIELICZKO, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, Mme Claire JACQUEMART, secrétaire administrative de classe normale et Mme Aisetou TANDIA, secrétaire administrative de classe normale, pour signer les états de paiement, les demandes d'ordonnancement, les annulations (arrêts de solde) et les demandes de virement de crédits relatifs à la paye des personnels de la préfecture de police rémunérés sur le budget spécial.

Article 11

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Suzy GAPPA, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de ses attributions, par M. Hervé PALLOTTA, agent contractuel technique de catégorie A, chef du bureau de l'administration des systèmes d'information ressources humaines.

Délégation est donnée, dans l'application informatique financière de l'État « Chorus Formulaire », aux fins de certification du service fait, aux agents ci-après désignés, dans la limite de leurs attributions respectives :

- Mme Rhizlène AMRAOUI, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, adjointe à la cheffe de section des moyens et de la performance au bureau du recrutement ;
- Mme Agnès HERESON, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe de la section des moyens et de la performance au bureau du recrutement.

Article 12

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurore LE BONNEC et de Mme Catherine QUINGUÉ-BOPPE, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par :

- M. Jean-Louis CAILLEUX, attaché d'administration hors classe de l'État, chef du bureau du logement, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Frantz DRAGAZ, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef de bureau, Mme Michelle GATTEAUX, attachée d'administration de l'État, cheffe de la section attribution de logements et Mme Stéphanie ABDOULAYE, attachée d'administration de l'État, cheffe de la section de gestion de l'offre de logements ;
- Mme Catherine DUCASSE, attachée d'administration hors classe de l'État, cheffe du bureau de l'accompagnement social et de la politique d'accueil de la petite enfance et, en cas d'absence ou d'empêchement, par M. Valentin KIRCHGESSNER, attaché d'administration de l'État, adjoint à la cheffe de bureau ;
- Mme Dahbia BEN HAMOUDI, cadre de santé, directrice de la crèche collective de la préfecture de police et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Gwenn ENGEL MARHIC, infirmière en soins généraux et spécialisés de 3^{ème} grade et Mme Clivia NICOLINI, éducatrice de jeunes enfants de classe supérieure, adjointes à la directrice de la crèche ;
- Mme Sophie SOUBIGOU-TETREL, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau de la restauration sociale, et, en cas d'absence et d'empêchement, par Mme Brigitte RIVAREL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle ;
- Mme Émilie BLEVIS, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau des prestations sociales, de la santé et de la sécurité au travail, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Florence BOURGUEIL, agent contractuel de catégorie A, adjointe à la cheffe de bureau.

Délégation est donnée, dans l'application informatique financière de l'État « Chorus Formulaire », aux fins de certification du service fait, aux agents ci-après désignés, dans la limite de leurs attributions

respectives :

- Mme Stéphanie ABDOULAYE, attachée d'administration de l'État, cheffe de la section de gestion de l'offre de logements ;
- Mme Elena AMIDIFARD, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, chargée du contrôle des prestations de restauration ;
- Mme Florence BERRADA, secrétaire administrative de classe normale, cheffe de la section affaires générales ;
- Mme Émilie BLEVIS, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau des prestations sociales, de la santé et de la sécurité au travail ;
- Mme Florence BOURGUEIL, agent contractuel de l'état de catégorie A, adjointe à la cheffe de bureau des prestations sociales, de la santé et de la sécurité au travail ;
- M. Jean-Louis CAILLEUX, attaché d'administration hors classe de l'État, chef du bureau du logement ;
- Mme Véra CHATZITZIVAS, adjointe administrative principale de 1^{ère} classe, chargée du suivi financier et comptable de la restauration ;
- M. Patrice COUTEAU, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, gestionnaire administratif et financier au bureau de l'accompagnement social et de la politique d'accueil de la petite enfance ;
- M. Frantz DRAGAZ, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef de bureau du logement ;
- Mme Sarah FAUGUET, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, gestionnaire des prestations sociales et handicap à la mission d'insertion professionnelle des personnels en situation de handicap ;
- Mme Brigitte RIVAREL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe à la cheffe du bureau de la restauration sociale ;
- Mme Marie-Christine RIVAS-ROSSIGNOL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe de la section des prestations sociales et handicap ;
- Mme Pauline SAENZ, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, rédactrice-coordinatrice de l'offre de logements ;
- Mme Sophie SOUBIGOU-TETREL, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau de la restauration sociale ;
- Mme Biljana VELJKOVIC, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, gestionnaire budgétaire à la section affaires générales ;
- Mme Sarah ZLOTAGORA, secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, gestionnaire au bureau de l'accompagnement social et de la politique d'accueil de la petite enfance .

Article 13

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Astrid CÉDÉ, de M. Patrice RIVIERE, de M. Nicolas NÈGRE et de M. Jean-François DUVAL, la délégation qui leur est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par Mme Sophie DUTEIL, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au chef du département de la gestion des ressources et des stages, cheffe de la division des moyens opérationnels et logistiques, M. Magloire GOMEZ, attaché principal d'administration de l'État, chef de la division de la gestion des stages externes, Mme Sylvie CAETANO, attachée d'administration de l'Etat, cheffe de la division administrative et M. Sébastien BULTEZ, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du pôle financier.

Délégation est donnée, dans l'application informatique financière de l'État « Chorus Formulaires », aux fins de certification du service fait, aux agents ci-après désignés, dans la limite de leurs attributions

respectives :

- M. Sébastien BULTEZ, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du pôle financier ;
- Mme Luidor NONO NJEPANG, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du pôle financier, cheffe de l'unité de gestion des crédits de fonctionnement et d'équipement ;
- M. Philippe OLCHOWICZ, secrétaire administratif de classe normale, membre du pôle financier.

Article 14

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles MIRMAN et de Mme Sylvie GOUNOU, la délégation qui lui est consentie est exercée, dans la limite de leurs attributions respectives, par Mme Emmanuelle CHUPEAU, secrétaire administrative de classe normale, pour valider dans l'outil CORIOLIS les actes d'engagement comptables et financiers, les demandes d'ordonnancement et les demandes de virement de crédits relatifs aux dépenses imputées sur le budget spécial de la direction des ressources humaines, et par M. Jérôme SERANDOUR, secrétaire administratif de classe supérieure, pour valider les formulaires «demande d'achat» et les formulaires «service fait» dans l'outil CHORUS Formulaires.

Délégation est donnée, dans l'application informatique financière de l'État « Chorus Formulaires », aux fins de certification du service fait, aux agents ci-après désignés, dans la limite de leurs attributions respectives :

- Mme Esma BEN-YELLES, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, gestionnaire budget police nationale ;
- Mme Virginie CHEVALIER, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, gestionnaire budget police nationale ;
- Mme Sylvie GOUNOU, attachée d'administration de l'état, adjointe au chef du service de la modernisation et de la performance ;
- M. Charles MIRMAN, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, chef du service de la modernisation et de la performance ;
- Mme Caroline PAVILLA, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, gestionnaire budget police nationale ;
- M. Jérôme SERANDOUR, secrétaire administratif de classe supérieure, responsable du pôle budget police nationale.

Article 15

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 26 juillet 2021.

Article 16

Le préfet, directeur du cabinet et le préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de police et des préfectures des départements de la zone de défense et de sécurité de Paris, ainsi qu'au bulletin officiel de la Ville de Paris.

Fait à Paris, le 22 juillet 2021

signé

Didier LALLEMENT